

le prolétaire

M2414-407-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

JUILLET-AOÛT-SEPT.
1990

5 FF / 30 FB
3 FS / 3000 LI

N° 407

ALGERIE LE FIS AU SECOURS DE L'ORDRE BOURGEOIS

L'Algérie, avec un capitalisme soumis aux aléas du cours du baril de pétrole, avec une démographie galopante et une urbanisation de plus en plus grande (qui traduit la prolétarisation croissante de la population et la transformation des petits paysans en travailleurs des villes), est une poudrière sociale permanente. Le FLN après 28 ans de pouvoir, n'a pu apporter aucune solution aux problèmes les plus élémentaires de la classe ouvrière.

A la misère du chômage, au salaire dérisoire, s'ajoute la crise du logement, le ravitaillement complètement déficient et la cherté de la vie. Tous les ingrédients étaient donc réunis il y a deux ans, en décembre 1988, pour que la poudrière explose. Les manifestations de 88 avaient été sauvagement réprimées par l'armée, faisant plus de 500 morts et d'innombrables blessés. Les arrestations qui suivirent se firent par centaines, et l'armée utilisa systématiquement la torture pour faire payer aux jeunes manifestants leur indiscipline sociale.

Sans un important changement politique des structures de l'Etat, il était évident pour la bourgeoisie algérienne, que l'ordre social serait de nouveau et rapidement ébranlé, et que si rien n'était entrepris dans ce sens, les risques de dégénérescence des émeutes en situation d'insurrection et de guerre civile étaient très lourds.

Le gouvernement Chadli, après avoir versé le sang, se lança donc dans une réforme de la Constitution de l'Etat, en introduisant le principe du multipartisme, de la démocratie, et en organisant sur cette base les prochaines élections municipales et régionales, le 12 juin 90. Le FLN qui bénéficiait du financement et de l'appareil de propagande de l'Etat pensait alors sortir honorablement de ces élections, en tout cas tel était le sens des sondages, et pouvoir retrouver une nouvelle légitimation démocratique, après avoir usé sa légitimation nationale-révolutionnaire de 1962.

De l'autre côté de la Méditerranée la France démocratique, soulagée des concessions de Chadli au multipartisme et espérant que l'Algérie puisse ainsi revenir à une situation sociale contrôlée et acceptable pour ses intérêts, a fait la claque à ces "premières élections à scrutin authentiquement libre depuis 1962", oubliant qu'avant cette date seuls les colons avaient accès aux droits électoraux!

Simultanément à cette réforme politique, l'Etat avait tenté quelques changements économiques pour relancer l'économie algérienne, notamment en assouplissant les règles de jeu de l'investissement étranger dans le pays. Mais ces réformes économiques ne furent suivies d'aucun effet significatif qui aurait pu permettre au FLN de se présenter aux électeurs porteur d'un espoir de renouveau économique. L'ampleur de la crise est telle que l'Algérie ne pourra pas se relever sans ce que les bourgeois appellent "une véritable mobilisation nationale" pour la production, pour le travail, en forçant les prolétaires à accepter tous les sacrifices et en luttant contre toutes les tentatives de luttes ouvrières. Liards de dollars; pour la rembourser il faut verser aux banques l'équivalent de 70% du montant des exportations! Ce chiffre est à comparer aux 26 milliards de dollars que Abdelhamid Brahimi (Premier ministre de 1979 à 1988) avoue avoir été versés à titre de pots-de-

(Suite en page 6)

L'IMPERIALISME FRANCAIS NE VEUT PAS LACHER SA PROIE AFRICAINE

Le sommet franco-africain de la Baule à la mi-juin a été l'occasion pour l'Etat français de faire le point sur ses relations avec les pays de sa "zone d'influence" (comme on dit pudiquement dans l'hypocrite langage diplomatique) et de présenter les "évolutions" dans ces relations qui n'ont cessé d'être promises tout au long de ces derniers mois marqués par l'effervescence des masses dans ces pays (émeutes, manifestations ou grèves au Bénin, Gabon, Niger, Côte d'Ivoire, Cameroun, Zaïre, Sénégal) et même en dehors de cette zone (Mozambique et, récemment, Zambie, sans oublier l'instabilité persistante au Nigéria).

Dorénavant, donc, les impérialistes français ne parlent plus que de "démocratie" et de "multipartisme" et ils subordonneront leurs "aides" au progrès réalisé dans cette voie. D'ailleurs, pour qu'ils ne fassent pas tâche dans le tableau, le président du Zaïre, Mobutu, encore tout ensanglanté du massacre d'étudiants de Lubumbashi, et celui de la Côte d'Ivoire, Hou-

Cette soudaine insistance sur la démocratie peut très facilement s'expliquer quand on généralise la remarque du "Monde" à propos de la démocratisation à Madagascar: "la politique remplace les émeutes. Tant que les gens font joujou avec la politique le président sera tranquille (Le Monde du 14/6/90); la démocratisation et la "politique" bourgeoise (électoratisme et parlementarisme) servent de pare-feu pour le statu-quo social. Sans doute une démocratie est coûteuse car elle doit être capable de donner au moins partiellement satisfaction à certaines revendications des masses pour ne pas perdre rapidement toute crédibilité. Et les capitalistes africains n'ont pas les moyens de se payer sur une longue période les frais inhérents à l'entretien d'une démocratie à l'occidentale. Mais la démocratisation permet cependant de gagner du temps sur une certaine période en faisant retomber la pression; et elle est moins coûteuse, à tous points de vue, que la poursuite ou la répétition d'affrontements sociaux violents. D'autre part, la démocratisation, parce qu'elle associe de plus larges couches bourgeoises et même petites-bourgeoises à l'exercice et aux bénéfices du pouvoir, renforce l'assise sociale

de celui-ci et donc la stabilité des structures étatiques souvent accaparées par des cliques familiales, des camarillas militaires ou des ethnies particulières, en conjugaison avec les intérêts impérialistes.

La vague des "démocratisations" en cours, plus ou moins prononcées ou superficielles selon les cas, est le fruit des émeutes des derniers mois et de la frayeur que celles-ci ont provoquée chez les bourgeois locaux et dans les cercles impérialistes. Mais il ne s'agit ni d'un tournant fondamental dans la politique des régimes en place, ni dans la politique ou les méthodes de l'impérialisme français prêt comme à l'habitude à user de son poing de fer en cas de besoin. Les prolétaires et les militants d'avant-garde ne doivent pas se laisser abuser par la propagande démocratique et croire que désormais le capitalisme et l'impérialisme vont gentiment et sportivement laisser leurs adversaires de classe s'organiser et entrer en lutte: plus qu'ailleurs encore, ces "démocratisations" impulsées et organisées parfois jusque dans le détail par l'impérialisme ne sont qu'un leurre. Nous ne voulons pas nier les espaces de liberté temporairement concédés au mouvement social sous la pression des masses révoltées; nous ne voulons pas

phouët-Boigny, en instance de départ forcé, avaient été priés de rester chez eux.

Pierre Guidoni, l'innénarrable secrétaire du Parti Socialiste aux Relations Internationales, en devient lyrique: "Rien ne justifie plus aujourd'hui l'existence de partis uniques et autoritaires - même l'argument de l'efficacité est faux. Nos experts ont travaillé à ce sujet (sic): il y a des liens évidents entre démocratie et développement (...). La France peut jouer un rôle d'incitation et de garantie. Elle a la chance (resic) d'être entendue par tous. Les rapports constants entretenus par notre politique de coopération fournissent une garantie à l'Afrique et aux africains (à quelle classe sociale?, NDLR) (...). Il y a environ 2 siècles que la France compte partout dans le monde pour la démocratie et les droits de l'homme. Beaucoup d'ailleurs s'en sont aperçus" ("Jeune Afrique", no 1538).

nier les succès indéniables obtenus par les travailleurs et les masses déshéritées en
(Suite en page 2)

DANS CE NUMERO

- Regain d'agressivité de l'impérialisme français
- L'anti-impérialisme bourgeois, ça suffit comme ça!
- Après Carpentras: Menace fasciste ou danger démocratique
- Sur le fil du temps: anticléricalisme et socialisme
- Palestine: le seul "déséquilibre" c'est l'ordre impérialiste
- Tremblement de terre et cynisme bourgeois
- Le communisme est la destruction révolutionnaire du mercantilisme et de la démocratie
- L'URSS, nouvelle négrière
- Veine française pour mines de l'Est
- Correspondances
- Le FOR désinforme
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

LE COMMUNISME EST LA LA DESTRUCTION REVOLUTIONNAIRE DU MERCANTILISME ET DE LA DEMOCRATIE

Pour la bourgeoisie et les opportunistes, Marx est certes un grand savant: dans la bonne ville de Trèves, sa maison natale abrite les locaux du parti social-démocrate du bienheureux Willy Brand, prix Nobel de la Paix (1). Et Engels a aussi son musée. Ces grands savants, donc, qu'étaient Marx et Engels ont écrit des choses parfois pertinentes et dignes de figurer dans les manuels scolaires sur l'histoire du XIXème siècle, et les affreux excès du capitalisme d'alors.

Mais pour le reste, affirment ces Messieurs, Marx, parce

Par delà les inévitables querelles d'héritage entre philosophes, linguistes, maoïstes, ouvriéristes, anarchistes, curés de gauche, trotskystes, chacals stalinien et hyènes social-démocrates, tout ce monde se sent les coudées bien franches pour arranger Marx suivant ses besoins du moment. L'Olympien Karl Marx devient alors un historien à bésicles, un sociologue génial, un économiste distingué, un moraliste austère, le précurseur de nouveaux messies, ou même, lyrisme oblige, le dernier des prophètes d'Israël.

Et l'on assiste alors à ce spectacle inévitable, auquel les contre-révolutions ont habitué le Parti Communiste, d'une bourgeoisie qui bavarde par cent bouches, et qui, terrorisée par le spectre pourtant

que c'était impossible pour les uns, par haine du dogmatisme pour les autres, n'a pas dit grand chose de précis sur le communisme. Le communisme est alors pour tout le petit peuple des personnes cultivées ce qu'est Dieu pour les théologiens: quelque chose de grand et de mystérieux, dont on pourrait dire, suivant la formule consacrée, plus facilement ce qu'il n'est pas que ce qu'il est. Dans nos belles démocraties modernes, cette opinion subtile et distinguée est d'ailleurs celle de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf personnes sur cent mille.

lointain de la révolution, consulte comme un oracle le fondateur de la doctrine communiste, l'interroge, l'invoque et le fait parler inintermittamment pour lui faire dire précisément le contraire de ce qu'il a dit: les formes de centralisation extrêmes du capital sont alors baptisées socialisme et la peinture rouge devient un minium prédestiné à protéger les installations industrielles en croissance rapide. Le bouledogue Brejnev et le mandarin Mao, aux applaudissements frénétiques de l'intelligentsia planétaire, s'affublaient d'une fausse barbe marxiste pour prétendre au développement du capital sur les continents arriérés. Le plus solide capitalisme du monde dénonce les tares de ces concurrents plus jeunes comme stigmates

du communisme: tout le monde parle du communisme, et ce brouhaha général est un reniement universel.

Nous qui connaissons la doctrine et la puissance des faits, nous n'en sommes pas outrés. Nous ne partageons pas le moins du monde la sottise illuministe et volontariste selon laquelle une bonne propagande pourrait chasser les quiproquos, dissiper les erreurs et faire reconnaître le communisme pour ce qu'il est. Le communisme n'est pas écrasé parce qu'il est méconnu. Il est méconnu parce qu'il est écrasé. Malheureusement pour les apologistes de l'éternité industrielle et démocratique, ce ne sont pas les pro-

(Suite en page 7)

L'IMPERIALISME FRANÇAIS NE VEUT PAS LACHER SA PROIE AFRICAINE

(Suite de la page 1)

faisant annuler des hausses des prix, des baisses de salaires ou des licenciements prévus par les différents plans d'austérité; les États locaux et l'impérialisme ont du reculer sous la pression de la rue et de la lutte directe. Plus particulièrement les jeunes classes ouvrières de ces pays ont pu commencer à prendre conscience de la puissance de la lutte ouverte, donc de la force qui serait la leur dans le cadre d'une lutte générale contre l'exploitation capitaliste. C'est là un acquis plus précieux que les gains momentanément obtenus parce qu'il est un gage d'espoir pour les combats futurs lorsque la bourgeoisie s'efforcera de reprendre ce qu'elle a lâché et d'intensifier l'exploitation. Mais pour que cet espoir puisse avoir une chance de se concrétiser, pour que cet acquis d'expériences de luttes ne soit pas stérilisé et détourné par les oppositions démocratiques bourgeoises, mais serve à la lutte de classe prolétarienne, il faudra que la classe ouvrière dans ces pays comme partout, trouve la voie de l'indépendance de classe, de l'organisation et de l'union sur des bases de classe par delà les divisions de catégories, d'ethnies, de nationalités, la voie enfin de la constitution du parti de classe international, organe indispensable pour la diriger dans la lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat, premier pas vers la société communiste mondiale. Celle-ci mettra définitivement fin à la division de la société en classes, en nations, en races, en "pays riches" et en "pays pauvres", par la répartition des capacités productives, surabondantes sous le capitalisme bien que la pauvreté et la misère soient le lot de la plus grande partie de l'humanité selon un plan unique mondial, possible uniquement parce que la loi de la valeur et le marché auront été "enterrés" à jamais.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET L'AFRIQUE

"Sans l'Afrique, il n'y aura plus d'histoire de France au XX^e siècle", cette phrase écrite par un certain Mitterrand en 1957 est souvent citée; elle n'illustre cependant pas la continuité d'un individu, mais bien celle de l'impérialisme français, en dépit des aléas de la décolonisation, des modifications des flux économiques, des changements du centre de gravité du capitalisme français. Les changements de personnel à la tête de l'Etat, qui constituent l'essentiel de la politique bourgeoise, sont le facteur qui a le moins de conséquence: ces changements sont d'ailleurs très limités, comme l'illustre l'exemple personnel de Mitterrand, associé à la gestion de l'Etat français depuis presque cinquante ans. Cette continuité, témoignage de la stabilité des conditions socio-politiques et donc désaveu des discours réformistes sur la démocratisation de l'Etat impérialiste, pourrait être aussi le signe d'une trop grande rigidité dans l'adaptation aux "réalités nouvelles" du monde.

C'est la thèse qui pourrait ressortir à la

lecture de la presse, qui s'est répandue en critiques de la politique africaine de la France, de l'aide accordée par celle-ci et "détournée" de son but par la corruption, etc. L'intérêt pour la France de ses "néo-colonies" est aujourd'hui ouvertement discuté dans les milieux capitalistes. Plus sérieusement que les articles de presse destinés au grand public (qui "oublent" que "l'aide" est avant tout une aide au commerce et aux investissements français et que la corruption est utilisée sous tous les cieux pour remporter des marchés: voir les élus français), un rapport commandé il y a peu par le Premier Ministre ("rapport Hessel") a fait quelque bruit dans les milieux concernés. Ce rapport remis en février préconise une modification de l'orientation privilégiée en direction de l'Afrique, héritage du passé colonial, pour se tourner vers d'autres régions du monde promises à un meilleur avenir, comme l'Asie du Sud-Est. Ce rapport a été enterré sous la pression des groupes d'intérêts implantés en Afrique; il s'appuyait néanmoins sur une tendance indéniable, celle de la diminution croissante de l'importance des relations économiques de la France avec l'Afrique.

En 1975 les exportations françaises vers l'Afrique (tous pays) représentaient 15% des exportations totales; en 1980 leur part était encore de 13,7%. A partir de 1982 le pourcentage des exportations à destination de l'Afrique ne cesse de diminuer rapidement: 10,6% en 1985; 9,6% en 1986; 7,9% en 1987; 7,4% en 1988 et probablement moins de 7% en 1989, les chiffres définitifs ne nous étant pas encore connus.

La part des importations venues d'Afrique dans le total des importations françaises a suivi la même tendance, mais à partir de 1984 (après une augmentation due aux achats de pétrole de 1981 à 1983): 11% en 1980; 10,8% en 1984; 6,5% en 1986 et 5,1% en 1988.

En regardant le détail, nous avons, pour les importations (en valeur): la part des combustibles et carburants passe de 64,1% en 1985 à 37,2% en 1988. Mais cette baisse spectaculaire est largement due à la baisse des prix, car les quantités varient beaucoup moins: 22,5 milliards de tonnes de pétrole et 5,5 millions de tonnes de gaz en 1985 contre respectivement 19 millions et 6,2 millions de tonnes en 1988.

La part de l'Afrique reste importante pour un certain nombre de matières premières: 95% du minerai de Manganèse utilisé par la France vient d'Afrique, 70% de la Bauxite, plus de 50% des phosphates.

Mais il n'y a plus que 16% du minerai de Fer qui en provient (contre 34% en 1977), 29% des produits chimiques inorganiques, 7% du charbon. Au niveau des produits agricoles, le cacao, le café, le sucre de canne sont toujours importés presque exclusivement ou très largement d'Afrique, mais en de plus faibles quantités et surtout pour des valeurs plus faibles, en raison des baisses du prix de ces produits. Au niveau des importations, le seul poste où la part originai-

re d'Afrique est en augmentation, est celui de la rubrique "vêtements et bonneterie" (10,5% du total en 1988).

Pour les exportations: presque tous les postes sont en recul en ce qui concerne la part de l'Afrique. Cependant le marché africain reste encore très important pour l'industrie pharmaceutique (33% des exportations de ce secteur sont à destination de l'Afrique), pour le matériel ferroviaire (23% des exportations), l'industrie agro-alimentaire (33% des exportations de farine, 20% de celles de céréales, etc.). Par contre le marché s'est fortement réduit pour l'industrie automobile (de 1981 à 1988 il est passé de 20 à 7% du total des exportations), pour l'industrie des appareils mécaniques (de 20 à 9,9% dans la même période), pour l'industrie sidérurgique (de 13 à 6,2%), etc.

Par contre les parts du marché africain détenues par la France sont en gros restées stables; 11,2% des importations en provenance d'Afrique se dirigeaient vers la France en 1981 et 14,2% en 1988; en ce qui concerne les exportations vers l'Afrique, 17,2% venaient de la France en 1981 et 18,9% en 1988 (chiffres de l'OCDE, oct.89).

Le capitalisme français ne perd donc pas des parts de marché: il reste le premier fournisseur de l'Afrique et, suivant les années, son deuxième ou troisième client (derrière les USA et l'Italie). Le recul global des échanges s'explique par la contraction globale du marché africain depuis la récession de 1981-82.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS NE LACHE PAS SA PROIE

Ce n'est donc pas l'impérialisme français et ses entreprises qui se "détournent" de l'Afrique; mais la crise économique mondiale a frappé le capitalisme africain plus durement que d'autres régions du monde. En 1988 l'Afrique ne fournissait que 3,1% des importations mondiales contre 6,5% en 1981 et n'absorbait plus que 3% des exportations contre 6,8% en 81. Ces chiffres indiquent aussi l'importance relativement plus grande du marché africain pour la France. Cette importance est confirmée par une autre étude, du "Centre Nord-Sud de l'Entreprise", avec des chiffres légèrement différents de ceux de l'OCDE; selon cette étude les marchés des pays dits "en développement" auraient retrouvé en 1988, en valeur, le même niveau que 1981. La France "détendrait" en moyenne 4,4% de ces marchés; mais son implantation est très inégalement répartie, puisque sa part des marchés est de 16% pour l'Afrique, 4,9% au Moyen-Orient, 4,7% en Amérique Latine et seulement 2% pour les marchés asiatiques: on comprend l'insistance de tant d'économistes et du rapport Hessel sur l'effort à accomplir en direction de ces derniers marchés en pleine expansion...

Mais le capitalisme français, impérialisme plus régional que mondial, ne veut pas lâcher la proie pour l'ombre. Le marché africain s'est rétréci, les implantations françaises se sont réduites, les investissements privés se sont taris, mais les capitalistes tricolores

ne sont pas prêts à lâcher prise. Lors d'une réunion de la Caisse Centrale de Coopération Economique (bras financier de l'Etat), le ministre des Finances Bérégovoy a lancé un "appel" aux hommes d'affaires pour qu'ils "prennent quelques risques sur le futur en Afrique, car dans dix ans, dans vingt ans, sur le long terme, les investissements y seront rentables" (Marchés Tropicaux n°2312); et dans son "supplément export" du 26 juin, le quotidien "Les Echos" estimait que "malgré une crise grave, le continent africain offre encore des perspectives intéressantes pour les entreprises". Et en effet, selon le rapport annuel (1989) du Conseil des Investisseurs en Afrique Noire, le chiffre d'affaires des filiales africaines de groupes français (hors pétrole) a augmenté de 5% l'an dernier et les bénéfices de 19%, ceci venant après les "années noires" 1984-87. Une des raisons, et non la moindre, de ces "perspectives intéressantes", est que ce marché est constitué en partie de véritables chasses gardées de l'impérialisme français: ce n'est pas en Asie que le capital français s'est constitué une aussi solide implantation dans l'économie comme dans celle de certains pays africains indiquée dans le tableau ci-dessous. Il faut en plus ajouter que le capital d'Etat de ces pays est largement encadré et géré par une myriade de coopérants et cadres expatriés, évidemment plus enclins à céder aux pressions économiques de l'Etat et des industriels français; enfin ces pays sont enserrés dans un réseau de liens financiers et monétaires (pour ceux de la zone Franc) qui les relie à Paris.

Nous reviendrons de façon plus détaillée dans le prochain n° sur cette dépendance financière.

PART DES CAPITAUX FRANÇAIS DANS L'INDUSTRIE DE QUELQUES PAYS DE LA ZONE FRANC

(sources: "L'Industrie africaine", Ediafric cité dans "Les Structures économiques de l'Afrique Noire", P.U.F. 1981; et "L'Economie Ivoirienne", Marchés Tropicaux 1983. Il s'agit donc de chiffres anciens que nous donnons à titre d'indication)

Cameroun capital public (d'Etat): 39%
capital privé camerounais: 3,5%; français: 45%; autres: 12,5%

Gabon capital public: 25,3%
capital privé gabonais: 3,2%; français: 66,55%; autres: 4,95%

SENEGAL Dans pres que tous les secteurs la part des capitaux français est supérieure à 70%, sauf dans les matériaux de construction (47%), les boissons (53,7%) ainsi que l'énergie électrique et l'eau, services d'Etat à 100%.

Côte d'Ivoire: l'Etat contrôle 56,86% du "capital social" de l'économie, les capitaux privés ivoiriens, 9,47% et les capitaux français 19,43%

REGAIN D'AGRESSIVITE MILITAIRE DE L'IMPERIALISME TRICOLORE

A en croire les discours officiels servilement repris par les mass-media, la politique française à l'égard de ses ex-colonies africaines aurait désormais comme objectif la démocratisation des régimes et le respect des souverainetés populaires. Les événements des derniers mois dessinent un tableau bien différent, avec des interventions militaires tous azimuts.

A la fin de l'année dernière le gouvernement a profité du fait que tous les regards étaient braqués sur l'Est pour monter une opération militaire aéro-navale dans l'Océan Indien, pour reprendre le contrôle de l'Etat comorien, après que le groupe de mercenaires encadrant la Garde Présidentielle ait assassiné le président en exercice (après l'avoir porté au pouvoir quelques années auparavant pour le compte de la France - cf "Le Proletaire" n°383). Cette opération se plaçait sous le signe de rapports conflictuels avec l'Afrique du Sud qui s'était appuyée sur ces mercenaires (leur chef, Bob Denard est maintenant réfugié en Afrique du Sud). Après l'évacuation des mercenaires, les militaires français ont pris leur place pour "garantir le processus démocratique" (élection d'un nouveau président); puis ils ont participé ou organisé la répression des protestations contre cette élection frauduleuse d'un "ami de la France" que Mitterrand est allé féliciter au mois de juin dernier; le nouveau président a donné cette occasion une marque touchante de son amitié en abandonnant pratiquement la revendication du retour de l'île de Mayotte dans l'Etat comorien.

Au début du mois d'avril, sous le prétexte d'une reprise des combats au nord du Tchad, les troupes basées en Centrafrique sont venues renforcer le dispositif militaire français "Epervier" mis en place au Tchad depuis quelques années. Ce dispositif avait été "allégé" en septembre 89 et ramené à 1500 hommes. Des renforts en hommes et en matériel sont envoyés depuis la métropole. La presse a maintenu un silence à peu près total sur la suite des événements; il

semble indiscutable cependant que les troupes tchadiennes, leurs arrières assurés par les français, ont effectué plusieurs incursions en territoire soudanais. "Amnesty International" a révélé des exécutions sommaires de prisonniers par les soldats tchadiens: depuis la fin mars "des dizaines" de prisonniers, civils ou militaires, ont été exécutés; fin avril 24 civils étaient encore fusillés par les soldats tchadiens. Auparavant des opposants tchadiens blessés, soignés dans un hôpital soudanais, avaient déjà été exécutés. Cela n'a pas empêché Habré de faire son numéro démocratique en annonçant de prochaines élections.

Aux Comores l'alibi du déploiement militaire avait été la prétendue nécessité humanitaire de protéger les ressortissants français (qui s'avéraient être des coopérants militaires). Au Gabon, lors des émeutes, le même prétexte commode a été utilisé: les soldats ont été envoyés officiellement pour venir en aide à la communauté française, malgré le fait que plusieurs centaines de soldats français sont stationnés en permanence sur place. Ce prétexte, qui s'appuie sur les campagnes d'opinion menées à l'époque des otages du Liban, serait très largement admis par "l'opinion publique" selon un sondage opportunément réalisé pour "La Croix"-RFI-"Jeune Afrique" (86% des sondés approuvent une intervention militaire si des ressortissants français sont "menacés"). Chevément tout en maintenant la fiction officielle, ne s'est pas gêné pour déclarer que les soldats étaient allés maintenir l'ordre, l'ordre impérialiste s'entend: "les forces françaises ont manifestement joué un rôle stabilisateur" a-t-il déclaré au Parlement le 30 mai. L'opération "Requin" a mis en oeuvre environ 500 parachutistes de la Légion étrangère venant de France, du Tchad et de Centrafrique et des moyens aériens importants pour "protéger des populations européennes inquiètes (20 000 ressortissants français) et des intérêts économiques" ("Défense et Armement" n°97, juillet-aout 90).

On a fait grand bruit du cas apparemment inverse de la Côte d'Ivoire, où Paris a refusé d'accéder à la demande d'Houphouët-Boigny de faire intervenir les troupes françaises lors de la rébellion de militaires ivoiriens à la mi-mai. Mais bien plus que par un prétendu refus de se mêler des affaires intérieures des pays africains (!), cette non-intervention s'explique par la manoeuvre en cours consistant à assurer la relève en douceur de l'équipe actuellement au pouvoir à Abidjan. Il n'y a d'ailleurs jamais eu de véritable menace de putsch et l'affaire s'est terminée sans affrontements par une discussion directe avec les autorités (une des revendications principales des "mutinés" était de pouvoir rester ou devenir soldats de métier). Mais même quand l'Etat français n'envoie pas ses soldats, il "intervient" quand même de mille façons dans les affaires intérieures des pays qu'il domine: voir notre article "L'Afrique de l'Ouest en ébullition" dans le précédent n°; pour rester dans le domaine militaro-policié, c'est ainsi qu'un "conseiller en maintien de l'ordre" avait été envoyé à Abidjan pour superviser la répression ("Défense et Armements", ibid).

Les militaires français sont très soucieux de parer à des menaces "au Sud" (cf l'éditorial de "La Tribune de l'Economie", 13/6/90). L'armée se prépare depuis longtemps à des opérations coups-de-poing loin de ses frontières; une amélioration de ses moyens de transport aériens lui a permis à la mi-mars de réaliser la manoeuvre "Aigle": envoi en urgence au Togo d'une force-commando de 180 parachutistes directement à partir de la France, à plus de 6000 km de distance (cf "Africa International" n°228, juin 90); auparavant, comme lors de l'intervention à Kolwezi au Zaïre en 1978, l'armée française était obligée d'emprunter des avions aux USA, ou comme au Tchad en 1984 d'en louer à des compagnies civiles. Il faut signaler aussi les récentes manoeuvres aéronavales franco-américaines au large de la Corse dont le thème était

de "sauver des otages" dans un pays méditerranéen; ou celles dans le sud de la France sur un scénario similaire (les pays de référence dans ce cas étant le Sénégal et la Mauritanie); un "raid" aérien d'avions "Mirage" jusqu'à Djibouti puis La Réunion, les facilités obtenues par la flotte française à Madagascar, etc. Cela n'empêche pas un journaliste connu pour être le porte-parole des milieux militaires de se lamenter dans le n° cité de "Défense et Armements": "Nul n'ignore les efforts de l'armée française pour continuer à pouvoir, le cas échéant, relever le défi (sic!) face au brûlot africain. Pourtant, force est d'admettre qu'il ne suffit plus de tenir des points d'appui en terre étrangère, ni d'aligner des unités coups-de-poing, pour être en mesure d'éteindre non plus de simples "feux de brousse" comme autrefois, mais de véritables incendies que leurs auteurs menacent, de surcroît, d'attiser jusqu'en France par des actions terroristes de déstabilisation"; suivent diverses revendications de matériel. Il faut relever que les militaires ont compris le lien entre la situation sociale et politique dans les pays sous domination française et la situation en France, même s'ils le voient selon une conception policière de chefs d'orchestre clandestins tentant de déstabiliser les pays. Les marxistes savent que le véritable déstabilisateur n'est autre que le capitalisme, qui pousse inévitablement les exploités à la révolte. Il leur reste à travailler pour que se créent les conditions subjectives de la propagation de l'incendie social de part et d'autre des frontières et de sa transformation en révolution, c'est-à-dire la solidarité et l'union internationale des prolétaires et leur organisation en parti communiste mondial.

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETAIRE VIVE LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !

L'ANTI-IMPERIALISME BOURGEOIS : CA SUFFIT COMME CA!

Début Juin a eu lieu une nouvelle manifestation contre la "dette immonde" après celle de l'an dernier lors de la création du collectif "ça suffit comme ça !" à l'occasion du bicentenaire de la révolution de 1789 (1). Appelée par une ribambelle d'organisations, l'initiative a été en réalité sauvée par le concert de "SOS racisme", gratuit comme d'habitude parce que sponsorisé par de grandes firmes et de grands médias: peut-être faudra-t-il l'an prochain demander à la société Thompson (attention!: la branche "électronique grand public", pas la branche "électronique armements") de sponsoriser la manif anti-impérialiste pour qu'elle ait plus de succès ?

Ce n'est pas une plaisanterie; en plus de la brochette de personnalités, les forces appelant à la manif allaient des trotskystes de la LCR, des libertaires, au PCF et à la CGT, sans oublier le parti au gouvernement, le PS avec ses organisations satellites: dis-moi qui tu rassembles, je te dirai qui tu es et ce que tu fais...

L'anti-impérialisme petit-bourgeois ne se focalise pas sur la dette par hasard.

La première raison est que l'endettement massif des pays en développement est devenu réellement un problème pour le capitalisme mondial, en raison de la sévère crise économique mondiale. La chute des recettes à l'exportation à cause de l'effondrement des ventes de matières premières, ou autres marchandises (crise de surproduction), a causé de grandes difficultés à ces pays pour rembourser leurs emprunts. En 1982 une grave crise financière a éclaté avec le risque que de grands pays d'Amérique Latine soient obligés de cesser leurs paiements ce qui aurait causé la faillite d'importantes banques américaines et aurait menacé de faire sauter tout le système financier international, plongeant alors l'ensemble du monde dans une catastrophe économique sans précédent. La finance internationale réussit à surmonter le péril en 1982, et depuis lors c'est le cycle continu des "moratoires", "ré-échelonnements", "ré-ajustements", qui permettent de nouveaux prêts, etc. Le problème de la dette est une menace constante qui ne peut à la fin que connaître deux issues: soit sa résorption progressive si le monde connaît de nouvelles décennies d'expansion économique, soit sa transformation en facteur déclenchant ou aggravant une crise économique mondiale catastrophique. Les petits-bourgeois anti-impérialistes l'ont entendu dire et ils répètent que "la dette est impayable" ("ça suffit...").

La deuxième raison est que l'accusation contre la dette - qui reprend les préoccupations des économistes bourgeois - a l'avantage d'éviter de mettre en accusation le capitalisme lui-même. Nos anti-impérialistes rêvent d'un monde où regnerait l'égalité entre les nations, où les "peuples" affamés du Tiers-Monde connaîtraient la prospérité après avoir chassé leurs "tyrans" corrompus. La LCR, très active dans cette campagne et qui connaît bien son public, écrit: la dette doit être "abolie! Les pays pauvres ne pourront sortir de la misère qu'en refusant de payer quelque dette que ce soit aux pays riches. Ceux-ci ont profité, des décennies durant, de leurs richesses naturelles, exploité et surexploité leur main d'œuvre sur place, ou organisé son immigration" ("Rouge" n°1404, 7/6/90).

Nous pouvons déjà constater qu'on se place ici du point de vue du "pays" possesseur de "richesses" et de "main d'œuvre", donc du point de vue d'un Etat, sans doute "pauvre" et faible, mais néanmoins tout ce qu'il y a de bourgeois. Les petits bourgeois ne veulent pas entendre parler de classes, ni de luttes contre le capitalisme; la LCR continue donc ainsi:

"Les peuples (sic) qui meurent de faim devront chasser les profiteurs locaux et les tyrans (re-sic) qui vivent des rentes de la dette (?). Les travailleurs du tiers monde ne pourront sortir du "sous-développement" qu'en prenant eux-mêmes leurs affaires en main (?). A l'heure où les peuples d'Afrique exigent le pain et la justice dans la rue, notre solidarité doit être sans défaut. Nous devons, tous ensemble (?), dans les pays occidentaux, arrêter la pompe mortelle de la dette. Contraindre ceux qui nous gouvernent, les banques, les trusts et les puissances financières à cesser de vampyriser les pays pauvres en notre nom (?). Ça suffit comme ça!". La seule perspective évoquée pour les "peuples" ou les travailleurs est de chasser les "tyrans" qui vivent de la dette afin d'obtenir du pain et la justice: il n'est pas question de parler d'exploitation capitaliste et de lutte pour la révolution prolétarienne pour ne pas effrayer le petit-bourgeois. Et, quant à la solidarité "sans défaut", elle consiste à appeler à arrêter la dette: pas question de parler de la véritable solidarité qui est la reprise de la lutte de classe révolutionnaire ici pour abattre le capitalisme mondial, car cela, il n'est pas possible de la faire "tous ensemble" avec ceux qui ont signé l'appel ou qui sont venus à la manifestation!

Tout ce battage contre la dette n'a d'autre résultat que de camoufler la cause véritable de la misère, de l'oppression et des injustices, le capitalisme mondial: pour "construire" un mouvement "de masse", il faut non seulement un programme ou des mots d'ordre les plus flous possibles; il faut aussi et surtout se tourner vers des couches bourgeoises et petites-bourgeoises poussées à protester contre les injustices ou les "mauvais côtés" du système, mais qui ne veulent en aucune façon le détruire. On gomme donc tout ce qui peut les choquer, on trouve comme porte-parole des personnalités de leur classe et pour finir on se félicite d'avoir pu faire l'unité avec le social-impérialisme. Mystification de l'anti-impérialisme petit-bourgeois et pacifiste déjà dénoncé par Lénine ! Celui-ci écrit dans son ouvrage sur l'impérialisme: "Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme"(2).

Les organisateurs de la campagne contre la dette sont clairement du côté de la réforme; ils ressemblent tout-à-fait aux "anti-impérialistes" appelés par Lénine "les derniers mohicans de la démocratie bourgeoise" parce qu'ils craignent "de reconnaître la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme (...) aux fondements du capitalisme".

Dans son ouvrage sur "L'Accumulation du capital", Rosa Luxemburg étudie longuement le rôle de "l'emprunt international" qu'elle décrit comme une des méthodes spécifiques de la phase impérialiste d'accumulation: "L'emprunt international lié à la construction des voies ferrées et à l'augmentation des armements accompagne toutes les phases de l'accumulation capitaliste: l'avènement de l'économie marchande, l'industrialisation de l'arrière-pays du capitalisme, et la transformation capitaliste de l'agriculture, ainsi que l'émancipation des jeunes Etats capitalistes"(3). Et "dans la période impérialiste, le capital joue le rôle le plus important comme moyen d'émancipation des jeunes pays capitalistes. Les contradictions de la phase impérialiste se manifestent très nettement dans les contradictions du système des emprunts internationaux. Ces emprunts sont indispensables à l'émancipation des jeunes Etats capitalistes ascendants et en même temps ils constituent le moyen le plus sûr pour les vieux pays capitalistes de tenir les jeunes pays en tutelle, de contrôler leurs finances et d'exercer une pression sur leur politique étrangère, douanière et commerciale. Ils sont le moyen le plus efficace d'ouvrir de nouvelles sphères d'investissement au capital accumulé des vieux pays, mais aussi de créer à ceux-ci en même temps des concurrences nouvelles, d'élargir brusquement le champ d'action de l'accumulation capitaliste tout en le rétrécissant en même temps". Luxemburg cite l'exemple des prêts anglais aux Etats-Unis qui firent surgir un concurrent redoutable au Royaume Uni; elle explique en détail les prêts internationaux à l'Amérique latine, à l'Egypte à la Turquie comme autant de moments de l'accumulation capitaliste mondiale et pas comme les conséquences d'une politique particulière des "pays riches". Ce n'est pas la dette qui pousse à la ruine les petits producteurs des pays "en développement", qui condamne à la misère les sans-emplois et les prolétaires, c'est le capitalisme. Et les jeunes pays capitalistes qu'ils soient africains, asiatiques ou européens sont avides de capitaux indispensables pour faire tourner leurs économies, développer ou consolider les bases de leur industrie, moderniser leur agriculture, tandis que les vieux capitalistes recherchent des placements rentables (y compris sous forme de "délocalisation" d'industries à la recherche de bas salaires) en essayant d'éviter l'apparition de nouveaux concurrents. Les militants révolutionnaires et les travailleurs d'avant-garde des pays exportateurs de capitaux ne doivent certes pas rester indifférents aux souffrances causées par les capitaux, les marchandises ou les soldats envoyés outre-mer. Mais ils doivent refuser de suivre les charlatans qui voudraient faire croire qu'une pacifique pression sur "notre" gouvernement pourrait l'amener à suivre une politique non-impérialiste. Seule la révolution communiste mondiale, préparée par l'union des prolétaires de tous les pays, riches et pauvres, dans la lutte anti-capitaliste, pourra en finir avec l'impérialisme. Mais c'est précisément cette alternative-là que cherchent à éviter les anti-impérialistes petits-bourgeois, les social-impérialistes, bref ce courant que Lénine appelle "Kautskyste", constitué par "une foule de socialistes, de réformistes, de pacifistes, de démocrates bourgeois et de curés", "fruit inévitable de l'idéologie des petits-bourgeois que toute l'ambiance rend prisonniers des préjugés bourgeois et démocratiques" dont la principale caractéristique est d'estomper "la profondeur des

contradictions de l'impérialisme et le caractère inévitable de la crise révolutionnaire qu'il engendre". Avec Lénine nous répéterons que la lutte contre ces courants est une nécessité pour le parti du prolétariat s'il veut arracher à la bourgeoisie des millions de travailleurs placés dans des conditions de vie plus ou moins petites-bourgeoises. Lénine écrivait: "la rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskyste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

Rompre avec cette opposition petite-bourgeoise et la combattre est donc une condition indispensable pour revenir sur les positions marxistes, sur les positions communistes prolétariennes de lutte contre le

capitalisme. L'anti-impérialisme petit-bourgeois, ça suffit comme ça !

(1) ça suffit comme ça; ce n'est pas une coquille du journal! Les personnalités qui ont trouvé ce slogan littéralement absurde, ont voulu ainsi bien montrer qu'ils n'étaient surtout pas des militants "sérieux"...

(2) "L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme", ch. IX "La critique de l'impérialisme"; les autres citations de Lénine sont tirées du même ouvrage.

(3) "L'Accumulation du capital", tome II, ch.30. Nous ne nous intéressons pas ici aux théorisations erronées de Luxemburg sur la reproduction du capital, mais à l'analyse et à la description très fine du rôle de l'emprunt (et donc de la dette) pour l'expansion du mode de production capitaliste.

APRES CARPENTRAS MENACE FASCISTE OU DANGER DEMOCRATIQUE

La profanation du cimetière juif de Carpentras a été l'occasion d'une édition des mobilisations idéologiques et politiques en soutien au régime social actuel, ou plutôt à un regain de virulence de la campagne permanente menée par tous les organes de la bourgeoisie pour susciter un soutien populaire et "spontané" à l'ordre établi, plus communément appelé "démocratie".

Des naifs pourraient s'étonner que, s'agissant de racisme et d'anti-racisme, aucune mobilisation comparable n'ait jamais été organisée à l'occasion de l'un des assassinats de travailleurs immigrés (20 meurtres racistes depuis 1987) ou de l'une des innombrables exactions racistes anti-arabes: le racisme massivement diffusé dans la population et jusque dans la classe ouvrière - et qui fait les choux gras de Le Pen et de ses acolytes - c'est le racisme anti-arabes. C'est donc sur ce terrain, en bonne logique, que nos démocrates anti-racistes devraient contrer le Front National.

Mais l'opération politique réalisée sur les tombes de Carpentras ne peut pas se comprendre à l'aide de la seule logique, qui a le grand défaut de prendre pour argent comptant les grands discours et les grandes proclamations d'indignation. Il est indispensable avant tout de dissiper les mensonges bourgeois, les mensonges d'une démocratie synonyme de meilleur des mondes possibles qu'il faudrait défendre contre une "menace fasciste".

L'antisémitisme n'est pas une fable; c'est une vieille tradition de la droite réactionnaire et catholique traditionnelle. Cette tradition antisémite s'est maintenue dans les milieux d'extrême-droite intégriste qui forment une partie des cadres du Front National. Mais le FN, en tout cas depuis sa croissance des dernières années, ne s'est pas appuyé sur l'anti-sémitisme et l'a au contraire refoulé. Le Pen aimait se présenter comme un ami d'Israël, fier de ce que le vice-président de l'Association parlementaire France-Israël soit un élu du FN: quel meilleur symbole du racisme anti-arabe peut-on trouver qu'Israël? De nombreux pieds-noirs juifs se sont "tout naturellement" trouvés dans le FN, comme conseiller municipal Le Péniste de Carpentras...

Mais cette question de l'antisémitisme n'a pu être toujours refoulée et elle est une des contradictions du Front National. Attaqué sur ce thème Le Pen n'a pu se tirer d'affaires, car pour se laver de l'accusation d'antisémitisme il lui aurait fallu se séparer d'une bonne partie de ses cadres. Mais se laisser enfermer dans la catégorie antisémite lui a fait perdre des appuis du côté des bourgeois et pieds-noirs juifs, et surtout contredit toute sa stratégie pour gommer tout aspect "extrémiste" à son parti et lui donner l'aspect "respectable" nécessaire pour plaire aux bourgeois et pour briguer des charges importantes dans l'Etat. Par contre ses adversaires politiques ont senti cette contradiction et ils enfoncent régulièrement le clou.

L'intérêt politique immédiat pour les partis de droite, c'est d'abord de stopper l'hémorragie de leurs électeurs, de leurs membres, de leurs financiers en direction de la seule formation politique de droite qui avait le vent en poupe. C'est ensuite de restreindre son poids électoral car il est synonyme de défaite assurée pour eux à chaque élection. Pour les partis de gauche l'intérêt d'assimiler le FN au fascisme est de susciter en sa faveur un réflexe "républicain" et "antifasciste" qui marginalise l'opposition de droite, obligée de se compromettre avec Le Pen. Pour les petits mouvements de l'ex-trême-gauche les campagnes anti-Le Pen sont l'occasion de s'insérer dans un mouvement qui ne soit pas à contre-courant ni marginal ou mino-

ritaire, mais au contraire "majoritaire" quitte à jouer les mouches du coche.

Mais au-delà de ces intérêts contingents qui expliquent pourquoi pratiquement toutes les forces politiques se retrouvent dans ce grand front qui va de Chirac à Krivine, l'intérêt fondamental pour le système bourgeois est de redonner des couleurs à la fausse alternative démocratie contre fascisme qui a signifié avant guerre la victoire de la contre-révolution, puis l'embrèvement du prolétariat dans la boucherie de la guerre impérialiste, puis a représenté après la guerre un des éléments les plus importants de l'idéologie dominante pour enchaîner la classe ouvrière à l'Etat bourgeois.

La démocratie n'est qu'une forme politique de la société capitaliste, société qui est fondamentalement selon le marxisme, la dictature de la bourgeoisie. Beaucoup de prétendus révolutionnaires sont prêts à le reconnaître en paroles, mais, disent-ils, il faut quand même défendre la démocratie, parce qu'elle permet plus facilement qu'une dictature ouverte, de militer, de diffuser les "idées révolutionnaires", de lutter. Cet argument apparemment de bon sens est fallacieux: la démocratie permet beaucoup de choses que le fascisme interdit, mais uniquement parce qu'elles ne représentent pas, dans la situation du moment, une menace réelle pour l'ordre établi. Et dans ces conditions, l'exercice des "libertés démocratiques", loin d'affaiblir le capitalisme, le renforce au contraire. D'une part parce qu'elles assurent un large consensus autour des institutions bourgeoises; les contradictions sociales ne disparaissent pas pour autant - c'est impossible sous le capitalisme - mais leur expression par des canaux inoffensifs (élections, pressions sur les élus, sur les rouages de l'Etat, clientélisme, etc.) permet qu'elles restent à un niveau compatible avec la bonne marche du mode de production capitaliste. D'autre part ces libertés formelles ne peuvent être réellement exercées que par la classe bourgeoise: la liberté de la presse existe, mais pour battre en brèche l'influence des quotidiens bourgeois il faudrait pouvoir disposer de capitaux équivalents, etc. La classe ouvrière obligée de dépenser son temps et son énergie dans le travail salarié ne peut jouir que marginalement de ces libertés. Au contraire ce régime de liberté permet une diffusion beaucoup plus vaste, beaucoup plus profonde, beaucoup plus pernicieuse de l'idéologie dominante que lorsqu'elle apparaît sans fard comme une propagande reposant sur la force.

Et lorsque les contradictions sociales s'aggravent au point de susciter des mouvements de lutte véritable, lorsque la confrontation permanente entre les classes menace de se transformer en guerre ouverte, à ce moment donc, toutes les libertés démocratiques qui pourraient être pour la première fois utilisées par la classe ouvrière, s'évanouissent: c'est alors la démocratie elle-même qui "viole" ses lois, qui "bafoue" ses traditions pour recourir à la force brute.

S'allier aux démocrates contre les fascistes est pour la classe ouvrière la voie de la catastrophe, car dans ces périodes de crise, c'est tout le système capitaliste, toute la classe bourgeoise qui se tourne vers les solutions de force, vers le "fascisme"; les démocrates eux-mêmes deviennent "fascistes" lorsque la survie du capitalisme est en jeu. Malheur à la classe ouvrière si elle a fait confiance à ces "alliés", elle se trouvera "à l'improviste" surprise et désarmée devant la "trahison" ou "l'impuissance" de ceux-ci. L'alliance avec les bourgeois démocrates ou leurs valets, n'est possible que si la classe ouvrière

(Suite en page 4)

CARPENTRAS

(Suite de la page 3)

abandonne ou n'a pas la force de suivre une orientation propre de classe, n'a pas la force d'entrer en lutte pour le pouvoir, mais essaye seulement de défendre sa condition d'esclave salarié en évitant des coups supplémentaires; c'est une preuve de faiblesse qu'elle donne aux forces qui s'apprêtent à la frapper.

De quelque façon qu'on l'envisage, une orientation de défense de la démocratie n'est porteuse que de paralysie et de défaite pour le prolétariat, à un moment où la situation objective met à l'ordre du jour la bataille décisive entre les classes, et que la seule réponse à la montée de la contre-révolution, du fascisme, est la préparation révolutionnaire.

Nous venons de raisonner comme si la situation actuelle était de ce type; mais ce n'est absolument pas le cas. La bourgeoisie n'abandonne pas les méthodes démocratiques de gouvernement à la légère. Elle s'y résoud lorsqu'une situation de crise grave oblige à imposer brutalement de lourds sacrifices à la classe ouvrière et que les institutions et les organisations de collaboration entre les classes n'y arrivent pas, ou lorsqu'il faut briser des mouvements de lutte, prévenir des poussées révolutionnaires que tout l'appareil démocratique n'arrive plus à contenir.

Aujourd'hui au contraire la mystification démocratique marche encore à fond; la social-démocratie au gouvernement réussit à merveille à faire avaler aux travailleurs toutes les pilules ordonnées par le capitalisme, à lui faire accepter le chômage, l'augmentation des inégalités, l'érosion de son pouvoir d'achat, la dégradation des conditions de vie et de travail, le blindage répressif de l'Etat, les bavures policières, les crimes racistes, les expéditions militaires. Il faudrait que les bourgeois soient devenus fous à lier pour pousser en avant une alternative fasciste!

Par contre cette attaque, lente mais puissante et continue, contre la classe ouvrière provoque une désaffection croissante envers le cirque de la politique bourgeoise, une perte d'influence progressive des appareils réformistes qui contrôlent le prolétariat. Et c'est contre ce phénomène, gros de dangers pour l'ordre bourgeois, mais qu'il serait suicidaire pour les révolutionnaires de surestimer à court terme, que la mobilisation anti-Le Pen veut réagir; non pas pour faire reculer le racisme qui est bien trop précieux pour diviser la classe ouvrière, mais pour faire croire que la "démocratie" est en danger, donc pour ressusciter, ou donner une nouvelle force à l'adhésion des prolétaires aux institutions bourgeoises, une nouvelle vigueur à ses partis de plus en plus discrédités. Le Pen, c'est l'épouvantail que la bourgeoisie agit sous le nez de la classe ouvrière pour lui faire peur, pour faire diversion, pour l'empêcher de réaliser que son ennemi mortel c'est cet Etat bourgeois et ses institutions, et que le danger ne vient actuellement que de la démocratie.

**NON A L'UNION NATIONALE !
CONTRE LES CRIMES RACISTES, UNITE DE
CLASSE ET AUTO-DEFENSE PROLETARIENNE !
A BAS LA DEMOCRATIE ! VIVE LA LUTTE
DE CLASSE POUR LA REVOLUTION COMMUNISTE
ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT !**

il comunista

organo del partito comunista internazionale

No 21-22
Janvier-Avril 1990
AU SOMMAIRE

-La lotta per il comunismo è l'unica via d'uscita dalla società capitalistica
-Il Pci alla sua ennesima "svolta"
-Metalmeccanici: non passa facilmente la piattaforma sindacale
-L'Europa dell'Est si democratizza per consolidare il dominio del capital
-La cecità politica della CCI
-Riprendiamo la questione del CORSO DELL'IMPERIALISMO MONDIALE
-Lezioni del capital tedesco
-La Rivoluzione francese e gli inizi del movimento operaio
-America latina e "alternativa democratica"
-Sul filo delle battaglie di classe della Sinistra comunista: La piattaforma politica del Partito di classe (1945)
-Sul filo del tempo: Preparate il canguro
-Uno spunto dall'assemblea degli autoconvocati tenuta a Milano il 7 marzo
-Il programma del Partito Comunista Internazionale

SUR LE FIL DU TEMPS : ANTICLERICALISME ET SOCIALISME

Sous ce titre l'organe d'alors du parti, "Battaglia Comunista", publia en septembre 49 le "Fil du Temps" que nous donnons ci-dessous. Rappelons que les articles de la série des "Fils du Temps" avait pour fonction l'armement théorique et politique des militants en puisant dans le passé du mouvement ouvrier les leçons indispensables pour s'orienter dans le présent: contrairement à ce qu'affirment les révisionnistes et les opportunistes de tout bord, le marxisme n'est pas une théorie qui s'élabore ou "s'enrichit" au jour-le-jour, selon les suggestions de l'actualité ou pour répondre à des faits prétendument "nouveaux". L'anticléricalisme est une vieille connaissance du mouvement ouvrier et le marxisme a défini dès l'origine l'attitude à suivre par rapport à lui, comme nous l'avons déjà vu dans les articles qui précèdent (cf "Le Proletaire" n°404,405,406).

HIER

Après avoir retroussé ses manches et s'être passé les avant-bras à l'alcool à 90 degrés, nous pouvons donc mettre les mains sur le processus infectueux le plus grave du mouvement ouvrier: l'anticléricalisme.

Dans les dernières années de la période pacifique du capitalisme, à la veille de la première guerre mondiale, il était peut-être possible de croire que la fracture la plus importante dans l'affrontement politique n'était plus la vieille opposition éculée entre laïques et cléricaux, mais l'opposition entre militaristes et internationalistes, opposition correspondant bien davantage à notre orientation de classe.

Il n'en a rien été, parce que tant l'appareil militaire que l'appareil religieux conservent jusqu'à présent un poids formidable parmi les armes de la classe bourgeoise dominante dans le monde. Il n'en a rien été, parce que parmi les déviations de la ligne marxiste prolétarienne, figurent encore, en plus de la chute dans le patriotisme et l'adhésion aux guerres, aussi bien l'opportunisme qui tolère non seulement la croyance dans des principes religieux, mais même la pratique du culte, que l'opportunisme symétrique mais dialectiquement complémentaire de l'alliance avec les équivoques courants bourgeois et petits-bourgeois libres-penseurs et francs-maçons.

Lorsque se forma le fascisme en Italie, nous avons pu dire que ce n'était qu'une nouvelle forme de la domination bourgeoise, correspondant mieux aux temps modernes, qui ne devait pas faire regretter, préférer ni désirer les formes précédentes; et que son véritable danger n'était pas dans la négation et le viol du libéralisme démocratique, mais au contraire dans l'élan nouveau vers cette funeste doctrine qu'il susciterait par réaction dans les masses prolétariennes. Le gouvernement actuel, qui s'appuie sur un parti tel que le parti Démocrate-Chrétien au Vatican, bête noire de l'Italie bourgeoise, ne vaut pas mieux que les gouvernements libéraux ou fascistes, ou qu'un hypothétique gouvernement de gauche démo-socialo-républicain s'il avait plu aux vainqueurs de la guerre de le constituer; le danger spécifique de ce gouvernement, ou, comme on commence à l'appeler, de ce régime philo-catholique, nous le voyons précisément dans la renaissance de la mensongère campagne anticléricale, nouvelle épidémie corruptrice du mouvement de classe qui a déjà connu la désastreuse crise anti-fasciste.

Si nous plongeons dans les souvenirs de l'histoire anticléricale encombrant la jeunesse de la génération qui a vécu les deux guerres, nous ne rencontrons que confusion. Ceux qui ont les cheveux gris ne peuvent pas avoir oublié les déclamations de meetings, confusionnistes et blocardes, du style: Vous êtes royalistes? Vous devez être anticléricaux parce que le royaume de Savoie a réalisé l'unité italienne en affrontant l'«excommunication papale». Vous êtes républicains? Vous devez être anticléricaux comme le furent Mazzini et Garibaldi, irrécyclables ennemis de l'Eglise catholique. Vous êtes socialistes? Vous devez être anticléricaux parce que le curé est l'allié des patrons. Vous êtes anarchistes? Vous devez être anticléricaux, parce que la libération de l'obscurantisme religieux est la première liberté. Et donc rassemblez-vous tous dans le "bloc populaire", dans le "cercle anticlérical", dans "l'Association de la Libre Pensée". Et puis, mais cela était susurré au moment opportun entre quatre yeux et non vociféré en public, dans la Loge Maçonique.

Le matériel de propagande de ce mouvement était immense; il mobilisait l'histoire, la littérature, la chronique de tous les pays; il servait par brassées ou par fragments réduits, des citations d'écoles, d'auteurs, d'écrivains; il utilisait Dante et sa Louve, Saint François et Notre-Dame Pauvreté, les persécutions contre les hérétiques, le bûcher de Bruno et de cent autres, les guerres et les massacres des Réformés, la Saint Barthélemy, les prouesses de l'Inquisition, les histoires plus ou moins romancées du Saint Office et de la Compagnie de Jésus, la Vendée en France et le pouvoir temporel en Italie martyrisant les héros de la Renaissance,

bref, tout un arsenal inépuisable d'émotions.

A cette époque un coup de fouet à cette campagne fut donné par l'adoption en France des lois supprimant l'existence juridique des congrégations religieuses, avec les opérations de police pour faire évacuer les couvents et la résistance de foules récitant des prières - véritable divorce de la Troisième République avec la Rome des Papes; en Italie par la terrible ivresse du bloc entre socialistes de droite, républicains et démocrates radicaux dont le drapeau était le fameux journal "L'Ane" de Guido Podrecca, journal illustré qui chaque semaine exhibait jusqu'à l'écoeurement la grasse et sale figure de Pie X ("Bepi") à côté de celle de son secrétaire d'Etat, le maigre espagnol Merry del Val, et qui alimentait des campagnes tapageuses contre les scandales des pensionnats catholiques et les turpitudes de curés lubriques dont les noms accédaient à la célébrité historique; au niveau international par la campagne de protestation contre l'exécution dans le fossé du Fort de Montjuich de l'anarchiste espagnol Francisco Ferrer en 1913, exécution attribuée à l'influence des jésuites, qui fut utilisée par les hypocrites courants bourgeois radicaux pour se mélanger aux organisations extrémistes, jusqu'à faire apparaître en public devant la Sorbonne au cours d'une grande manifestation populaire, les insignes et les tenues maçonniques portées par les dignitaires suprêmes.

La critique marxiste se dressa contre les effets délétères et contagieux de ce point de contact entre forces politiques de la classe bourgeoise et mouvement des partis ouvriers, en montrant comment cela conduisait directement à l'abandon de toute orientation de classe. Tout ce brouillard idéologique sur un prétendu conflit entre bourgeois modernes et intelligents et obscurantisme religieux, tout le tapage soulevé par les manifestations multicolores de bannières tricolores et de drapeaux rouges couronnées d'un pseudo-extrémisme occupé à siffler et à huer les éventuels curés en noir croisé: dans la rue, furent dénoncés comme une diversion à la formation de stricts regroupements de classe des travailleurs: seules des organisations de lutte de classe menaçant directement l'intérêt patronal et bourgeois peuvent supprimer l'exploitation capitaliste en abattant le pouvoir de l'Etat qui le défend, sans traiter différemment le patron ou le fonctionnaire de police qui se révélerait athée et ennemi du Pape.

Cette polémique, qui touchait de profondes questions de doctrines et des expériences fondamentales de tactique politique, n'eût son plein développement que dans les pays latins à religion dominante catholique, avec des reflets et des résultats inadéquats dans les pays anglo-saxons et de l'Est de l'Europe; elle représente cependant un trait fondamental de la lutte marxiste contre l'opportunisme.

La lutte de la classe bourgeoise contre les pouvoirs féodaux trouva son expression théorique dans la revendication de la liberté de pensée et de la liberté de critique, nécessaires pour s'opposer au principe d'autorité fondé essentiellement sur des bases religieuses et sur les institutions ecclésiastiques. Ces grandioses mouvements, appelés sur le terrain de la pensée et de la culture, Renaissance, Réforme, illuminisme, romantisme, accompagnèrent la montée au pouvoir des marchands et des industriels bourgeois; leur tradition historique est celle du nouveau type de société capitaliste moderne. Les victimes, les opprimés, les ennemis de cette nouvelle société et de la nouvelle classe dominante, les travailleurs salariés, en marche vers une nouvelle révolution de classe et une nouvelle lutte pour le pouvoir, se dotent d'une doctrine nouvelle, le marxisme. Celle-ci consiste à son tour en une critique des fondements de l'ordre contemporain, de sa nature économique et de sa naissance historique, en une démolition des principes idéologiques par lesquels il se justifie. Cette doctrine socialiste se rend parfaitement compte de l'importance de la mutation sociale qui avait été annoncée par la bataille critique contre les bases de la conception idéologique du monde, par la lutte pour soustraire la recherche scientifique et la diffusion de ses enseignements au monopole religieux avec ses préjugés et ses dogmes. Mais en même temps elle découvre et dénonce l'illusion que la "liberté de pensée" soit une conquête suffisante pour éliminer de la société les rapports d'exploitation, d'injustice et d'oppression de classe.

Seules les classes qui sont au pouvoir peuvent utiliser la "liberté de pensée" et se servir des grandes forces représentées par la science, l'instruction et l'école; il s'agit de conquêtes réalisées seulement par les membres de la classe dominante, c'est-à-dire par une petite minorité privilégiée. La majorité contrainte à un surtravail et à une sous-alimentation ne tire aucun avantage de la proclamation abstraite et vide du droit de chercher, d'étudier et de reconnaître les résultats de la critique. Le droit

à la nourriture et à la vie doit précéder et non suivre le droit à la pensée. La façon dont ce dernier est réalisé dans la société bourgeoise signifie seulement l'obligation des non-bourgeois et des affamés à penser selon les règles et les théorèmes des doctrines qui justifient le capitalisme et le système patronal, conformément aux intérêts des repus et des puissants.

L'axe de la position marxiste était perdu si on ne se rendait pas compte que l'engagement des forces prolétariennes dans la lutte pour la liberté de pensée "en général" coïncidait avec la lutte pour imposer aux prolétaires, parallèlement à l'esclavage économique, l'habitude de penser et de réagir - et pire encore de combattre et de se sacrifier - pour les principes sur lesquels la bourgeoisie a construit son pouvoir.

Dans la pratique et dans la chronique politique cette directive classiste se disait intransigeance, refus des blocs électoraux, incompatibilité entre appartenance au parti socialiste et à la franc-maçonnerie ou à d'autres associations anticléricales, "universités populaires", ou autres.

Alors l'adjectif "populaire" était rejeté avec dégoût. Le *populus* romain, le *demos* grec, excluait les esclaves mais comprenait patriciens et plébéiens. Les seigneurs féodaux ne voulaient pas se considérer comme faisant partie du "peuple" en même temps que les *vilains* et les *roturiers*, mais ils vantaient la libération chrétienne des esclaves antiques. La révolution des bourgeois anti-féodaux plaça sur la scène de l'histoire le *peuple*, qui dans l'acceptation moderne signifie un ensemble de patrons, industriels, commerçants, financiers, avec les petits possédants et les salariés, ensemble indistinct aux yeux des règles juridiques. Aujourd'hui, *peuple* signifie union de l'exploiteur et de l'exploité.

Le marxiste qui parle de "peuple" et de "populaire" se suicide.

AUJOURD'HUI

Après tant d'événements, nous revoici donc à la lutte contre l'obscurantisme. Les partis à étiquette communiste et socialiste, gérés de façon purement professionnelle, sont capables de recourir à n'importe quels arguments. Appelés à la lutte contre l'hitlérisme et le fascisme, ils se moquent des préventions anti-religieuses et anti-curés pour s'allier aux démocrates-chrétiens; ils organisent le travail révolutionnaire à l'église; ils autorisent la messe à leurs militants, ainsi que la communion et les saintes huiles; ils ratifient les concordats avec le Vatican, non seulement pour plaire à leurs alliés catholiques, mais encore de façon identique à la lettre aux fascistes.

Amenés aujourd'hui à lutter contre l'américanisme qui s'appuie en Italie sur les démocrates chrétiens, ils reprennent le vieil arsenal franc-maçon. Mais si les parrains américains avaient trouvé plus facile de gérer l'Italie par l'intermédiaire d'une alliance de type maçonnique, parce que Républicains, Libéraux et Sociaux-démocrates de droite se seraient révélés les plus forts, et bien vous auriez vu ces messieurs socialo-communistes faire usage de désinvolture de la critique marxiste orthodoxe de la bourgeoisie laïque et anticléricale.

Le signal de la nouvelle orientation a été donné par l'excommunication vaticane provoquée par le fait que les stalinien locaux ont commencé à gêner non la hiérarchie catholique, mais les cercles dirigeants du capital international.

Et comme désormais le moyen unique de la lutte politique - nous ne disons pas moyen admis ou toléré, mais unique - est l'appel à la mobilisation unitaire, un appel a été aussitôt lancé à une campagne pour l'union de tous les "esprits laïques" prêts à défendre la conquête sacrée de la "liberté de pensée" et des nobles traditions anticléricales italiennes.

Nous ne savons pas où ils pourront découvrir tous ces alliés, étant donné les liens des milieux petits-bourgeois et bourgeois avec l'état-major et le capital occidental. La débandade laïque était inévitable mais on essaye quand même. Comme si on pouvait ébranler les Saragat, les Pacciardi ou les bonnes âmes des Nitti, Orlando, Bonomi et autres rejets du même type de la culture politique laïque.

Ne pouvant mobiliser les vivants, on a mobilisé les morts célèbres. Les éditeurs de parti ou plus ou moins proches republient Voltaire et les chefs stalinien préfèrent le "Traité sur la tolérance"!

La voie du recul est une voie sans fin. Nous sommes partis d'un vague réformisme de la société bourgeoise, nous sommes arrivés à une défense de la révolution bourgeoise et la refabrication de celle-ci, à la répétition historique du glorieux renversement du féodalisme. Un pas en avant, deux en arrière. Aujourd'hui on glorifie le réformisme de la société féodale, la prudente revendication de permittredes cultes autres que catholiques, comme un fait plein d'actualité - évidemment concrète. Un cadavre momifié est très concret...

PALESTINE : LE SEUL "DESEQUILIBRE", C'EST L'ORDRE IMPERIALISTE

Le 20 mai dernier, à Rishon-le-Zion, 7 ouvriers palestiniens ont été massacrés par un jeune sioniste civil, mais déguisé avec un uniforme militaire, après un simulacre de contrôle d'identité. Ces nouvelles victimes du sionisme viennent s'ajouter aux 1200 morts depuis le déclenchement de l'intifada. L'endroit où la haine anti-palestinienne du sionisme a arraché la vie à ces travailleurs, est un véritable symbole de la condition de surexploités des prolétaires palestiniens. A Rishon-le-Zion, les patrons de Tel-Aviv viennent s'approvisionner en force de travail venues de Gaza en un lieu appelé le shouk hahavdim, c'est-à-dire le marché aux esclaves.

Qu'un soldat israélien leur demande leurs papiers n'avait rien d'inhabituel pour eux, car pour venir travailler en Israël, ils doivent traverser une multitude de barrages de l'armée et de la police et se soumettre aux contrôles les plus arbitraires et dégradants. Telle est la condition du travailleur palestinien pour gagner sa vie. Il doit d'abord traverser une haie de mitraillettes braquées sur son ventre, au risque de se faire refouler, de se faire arrêter sous le moindre prétexte, ou de se faire assassiner à la moindre résistance.

Le gouvernement d'Israël a officiellement expliqué ce massacre comme étant l'acte d'un "déséquilibré" et d'un "forcené". En réalité, ce n'est que l'acte logique d'un système particulièrement déterminé de discrimination à l'égard des masses arabes. Il n'est pas plus odieux que tous les autres assassinats de travailleurs et de jeunes palestiniens perpétrés par l'armée sioniste et par les colons.

Quelques temps avant les événements de Rishon-le-Zion, la fête religieuse du Id al-Fitre (fin du ramadan) avait déjà été l'objet de la répression sanglante de Tsahal. Le 26 avril 90, en effet, les habitants de Jabaya se dirigeaient vers le cimetière, lorsque l'armée israélienne - qui empêche les palestiniens de se recueillir sur les morts de l'intifada - tenta de disperser la manifestation religieuse à coups de lacrymogène. Devant la riposte des 500 participants de la manifestation, l'armée ouvrit le feu, tuant le muezzin. Les manifestants se dirigèrent alors vers la caserne. Aux pierres, l'armée répondit par les balles et de nouveau par les lacrymogènes en tentant d'asphyxier la foule encerclée. Trois morts, 214 blessés dont 46 graves, tel fut le triste bilan de cette répression.

Mais ces morts et ses mutilés étaient des "bonnes" victimes, parce que assassinés légalement par de vrais soldats, dans le respect du règlement militaire et de la loi.

SUR LE FIL DU TEMPS (Suite)

Et dire qu'il s'agirait de l'authentique école léniniste ! Du terrorisme révolutionnaire et de la dictature du prolétariat les partisans de Moscou en sont arrivés à la **tolérance**, mot qui serait susceptible de donner de sérieuses difficultés et de graves problèmes à la politique de De Gasperi. Partis de si loin nous ne serions arrivés qu'à la tolérance laïco-libérale. Mais si en paroles ils ont fait ce chemin, dans les faits ils en ont suivi un plus long qui mène au terrorisme contre-révolutionnaire. Voltaire fait sourire, mais ce ne serait que de la comédie aux mains de ceux qui administrent la cigüe.

Il y a quelques années passait un beau film intitulé **Intolérance**. En un raccourci de l'histoire et de ses luttes tragiques, il voulait accrédi-ter la thèse selon laquelle l'origine de tous les maux humains et de toutes les tragédies sociales est un fait intellectuel et moral, l'incompréhension, la dure obstination à ne pas admettre et respecter les opinions d'autrui.

Thèse bien propre à émouvoir une salle, thèse inscrite dans la propagande de la laïcité et de la libre pensée.

C'est ce point de vue que le marxisme a voulu faire disparaître à jamais. Ce n'est pas la tolérance qui fait marcher le monde. Elle lie par leur tolérant pardon les classes opprimées au conformisme des privilégiés. L'histoire avance quand le troupeau humain se libère de l'illusion de la tolérance. Il y a bien peu d'hommes qui soient des loups et bien trop qui sont des moutons. Les dominations de classe vacillent quand dans le processus réel des formes organisées de la production, une violente incompatibilité envers les mécanismes traditionnels pousse l'avant-garde d'une classe jusqu'alors soumise à rejeter les hypocrisies de la tolérance, pour prendre la grande et intolérante voie de la Révolution.

Sitôt après s'être offusquée des manières cavalières du jeune israélien "déguisé" en soldat, l'Etat sioniste s'est empressé de faire la démonstration de la manière légale de se débarrasser des palestiniens!

En effet, aux manifestations de protestation dans les territoires occupés, l'armée a répondu par la mitraille et les arrestations massives! Aux victimes "innocentes" de Rishon-le-Zion sont venus se rajouter 10 nouvelles victimes et 650 blessés, mais selon l'Etat sioniste, ces cadavres et ces corps meurtris ne comptent pas puisqu'il s'agit de la mort "légale" de "terroristes". En essayant de désamorcer le mouvement de protestation des réfugiés palestiniens, Yitzak Shamir déclarera, avec son cynisme habituel, que: "il est inadmissible que des ouvriers qui viennent travailler en Israël pour gagner leur pain soient attaqués de la sorte. C'est une catastrophe et de telles choses ne doivent plus se reproduire". Comme d'habitude, ce que reproche le sionisme, ici représenté par le président du Conseil, ce n'est surtout pas la violence anti-arabe et anti-prolétarienne en tant que telle, c'est la manière "illégale" avec laquelle elle s'exerce. C'est l'Etat qui veut conserver le monopole de la violence, de l'arbitraire et des discriminations.

Mais ce qui a inquiété le plus l'Etat sioniste - et qui a forcé ces quelques larmes du bourreau - c'est l'étendue de la solidarité qui s'est développée aussitôt connue la nouvelle de la tuerie. Car ce n'est plus aux seuls territoires occupés que s'est étendue la vague de protestation. C'est au coeur de l'Etat sioniste et de la Jordanie que s'est aussi porté le mouvement. Les 700000 palestiniens d'Israël sont passés à l'action, notamment à Haïfa, à Lod, à Ramla et surtout à Nazareth où la répression a été sauvage. L'armée israélienne a inévitablement appliqué aux arabes d'Israël les mêmes méthodes brutales qu'aux réfugiés et populations des territoires occupés; mais en faisant cela elle a contribué à unir la lutte des prolétaires palestiniens par delà les frontières et les zones.

Même phénomène en Jordanie, où 60% de la population est d'origine palestinienne et où vivent 250000 réfugiés dans les camps. En Jordanie, Hussein pensait se débarrasser du problème palestinien en bradant la Cisjordanie à Israël et à l'OLP (à eux de se mettre d'accord sur le sort de ce territoire); mais l'Etat de Jordanie est aussi une marmite sous pression permanente!

En 1988, avaient déjà eu lieu des manifestations de solidarité avec les jeunes des territoires occupés qui lançaient leurs premiers cailloux contre les soldats de Tsahal; elles furent brutalement réprimées par l'armée jordanienne. Au printemps 89, ont ensuite eu lieu les émeutes contre le coût de la vie. Elles ont été "apaisées" elles-aussi par la matraque.

Face à la crise, aux mouvements de solidarité, aux luttes du prolétariat, Hussein a cherché une échappatoire politique en organisant des élections libres en novembre 89, qui se sont soldées par une forte poussée des courants islamistes.

Mais la pommade électorale n'a pas apaisé pour autant la ferveur de lutte des prolétaires de Jordanie, ni émoussé leur solidarité avec leurs frères des territoires occupés. Après le massacre de Rishon-le-Zion, les palestiniens des camps ont réagi aussi immédiatement. Des manifestations ont eu lieu à Amman, à Zarka, à Irbid. L'intervention de l'armée y fera plusieurs morts, et le souvenir de Septembre Noir ressurgira dans toutes les mémoires (ce que voulait sans doute rappeler Hussein!).

Quant à l'OLP, les aboiements d'Arafat ne font illusion. Il s'offusque lui aussi seulement parce que la violence sioniste est sortie de son cadre légal! Pour l'OLP, les assassinats des petits lanceurs de pierres respectent les règles de jeu établies tacitement entre l'armée sioniste, chargée de l'ordre dans les camps et les territoires occupés, et l'OLP qui a donné le gage de ne pas riposter par les armes à l'oppression sioniste.

Les récents événements qui ont mis en évidence la solidarité des masses palestiniennes d'Israël, de Jordanie, en passant par celles de Cisjordanie, et Gaza, ne peut qu'inquiéter l'organisation d'Arafat dont la ligne directrice politique a toujours été d'étancher chaque compartiment du Moyen-Orient, sous prétexte de non-ingérence, et d'empêcher ainsi que se développe une lutte unitaire des masses palestiniennes du Liban, de Jordanie, des territoires occupés et aussi d'Israël. C'est cette division

qui a été fatale aux masses palestiniennes du Liban notamment, mais c'est sur celle-ci qu'Arafat s'est toujours appuyé pour protéger sa politique de négociations et de compromis avec l'impérialisme. Le massacre de Rishon-le-Zion, annule tous ses efforts pour se rapprocher de l'Etat sioniste et entrer en dialogue officiel avec lui. Par ses aboiements Arafat ne menace pas, mais appelle au secours, conscient du danger de ne pas pouvoir endiguer une vague de révolte amplifiée.

Les manifestations de protestations en Israël et en Jordanie ont donc révélé la dimension réelle des conflits de classe. Les prolétaires palestiniens, d'Israël et de Jordanie ont bien compris, en tant que prolétaire, que leur sort est lié à leurs frères de classe de Cisjordanie et de Gaza, et qu'il n'y aura pas d'avenir meilleur pour eux sans une solidarité inconditionnelle entre tous les opprimés du sionisme.

Les prolétaires palestiniens de toute cette aire du Moyen-Orient ont appris dans leur chair qu'ils étaient sous le même joug de l'exploitation capitaliste, doublée d'une féroce oppression nationale. Le massacre de Rishon-le-Zion les visait tous de la même manière, et c'est en tant que prolétaires qu'ils ont réagi.

Ces récents événements indiquent aussi qu'il n'y a pas de solution possible pour les masses palestiniennes dans l'éventail des alternatives qui leur sont proposées par toutes les forces bourgeoises et impérialistes en présence, qu'il s'agisse de celles du sionisme, de celles des Etats arabes, de celles des grandes puissances d'Occident ou de celles de l'OLP et de ses fractions diverses. Dans toutes les variantes de "plan de paix", l'objectif principal reste le même: sauvegarder les intérêts, la puissance et le rôle de gendarme d'Israël au Moyen-Orient.

Représentant les intérêts impérialistes dans la région, Israël, vis-à-vis de la question palestinienne, se trouve confronté à une alternative (à multiples variantes, mais nous ne retiendrons que l'essentiel), dont la résolution dépend de l'évolution des rapports de forces dans la région et de l'influence qu'il peut avoir sur la politique intérieure israélienne, à savoir: soit un engagement diplomatique en direction de l'OLP (qui ne souhaite que cela) pour que le maintien de l'ordre sur les masses palestiniennes passe sous la responsabilité de la bourgeoisie palestinienne elle-même; soit par un renforcement de la présence sioniste en Cisjordanie, avec une colonisation plus poussée, voire une intervention militaire directe, et avec comme conséquence le refoulement des palestiniens en Jordanie. La première variante est attribuée aux "colombes", la seconde aux "loups", mais toutes les deux, et leurs combinaisons multiples, poursuivent un but unique: renforcer les bases matérielles et sociales de l'Etat pied-noir d'Israël en neutralisant la poussée des masses prolétariennes palestiniennes.

Le dernier remaniement gouvernemental israélien fera certainement pencher la balance en direction des solutions les plus musclées. Ariel Sharon a toujours exprimé l'idée que la Jordanie est "la patrie des palestiniens" et que si les palestiniens veulent un Etat pour eux seuls, ils n'ont qu'à l'arracher des mains de Hussein! Actuellement, l'armée sioniste ne se prive pas de refouler en Jordanie tous les palestiniens qu'elle peut, en vertu de lois qu'elle seule promulgue, en vertu de l'état d'occupation, sur les conditions "légales" de séjour en Cisjordanie.

Quelque soit la solution qui s'impose, plus ou moins militaire, plus ou moins politique, elle apportera son nouveau lot de déséquilibres et de contradictions. Pour ne parler que de la Jordanie, il apparaît évident aujourd'hui que le royaume hachémite du "petit roi" n'est pas éternel, si bien que Hussein - qui ne peut indéfiniment endiguer la vague palestinienne, surtout si Israël accentue sa pression de refoulement dans l'objectif du Grand Israël - s'est fermement ancré dans une alliance avec l'Irak, ennemi juré d'Israël et de ses alliés onctifs, l'Iran et la Syrie.

Cette alliance avec l'Irak a officiellement comme but la protection de la Jordanie en cas d'agression israélienne. C'est certainement un aspect du problème, car Israël, qui ne supporte pas la présence d'un Etat militairement puissant à portée de missiles, pourrait envisager de transformer la zone jordanienne en glacis de défense. Mais plus important est la crainte mutuelle de tous les Etats arabes d'une révolte générale des masses prolétariennes défer-

lant par dessus les frontières. La proposition de Saddam Hussein (le président irakien) à Hussein de Jordanie, de lui prêter quelques divisions blindées, n'a comme but réel que de consolider le pouvoir du monarque en renforçant son arsenal répressif d'unités non-palestiniennes à qui il suffira de montrer du doigt le prolétaire arabe, palestinien ou non d'ailleurs, comme l'ennemi, pour qu'elles ouvrent le feu.

Pour Israël l'idéal serait certainement de repousser sa frontière jusqu'au Jourdain, de voisiner avec une Jordanie neutralisée militairement, et un Irak (qui devrait posséder l'arme atomique d'ici 5 à 10 ans) complètement isolé et pris en tenailles par la Syrie, l'Iran et elle-même.

La fragilité sociale au Moyen-Orient, l'équilibre instable des rapports entre puissances locales, avec en particulier (après des années de guerre contre l'Iran) la puissance militaire expérimentée de l'Irak, etc, ne tranquillise pas l'impérialisme, notamment américain, dont les 3,5 milliards de dollars d'aide annuelle à Israël permettent toujours à l'Etat sioniste d'éviter la faillite. Les différents plans de paix visent à entériner le statu quo en désarmant les masses palestiniennes. Les "plans de paix" de l'impérialisme sont toujours fondés sur les mêmes points sensibles. Premièrement reconnaissance sans limite de l'Etat d'Israël par l'OLP (ce qui est un fait acquis depuis longtemps maintenant!), donc reconnaissance du rôle de gendarme de l'Etat sioniste fondé sur le privilège religieux. Deuxièmement la cessation des "violences" dans les territoires occupés (donc contrôle par l'OLP de l'ordre, avec si possible la démonstration de sa capacité à user elle-même de la violence pour maintenir l'ordre dans sa zone!). Et enfin élections dans les territoires occupés, sous la condition d'un désarmement total du mini-Etat ainsi établi (1). Mais cette perspective, nous l'avons toujours dit, ne résoudra pas le sort des 700000 palestiniens d'Israël, ni celui des centaines de milliers de prolétaires palestiniens traversant chaque jour la frontière pour travailler en Israël, ni n'empêchera la liaison avec les prolétaires d'origine palestiniennes de Jordanie, ni avec ceux des autres pays voisins.

L'émancipation des prolétaires palestiniens de leur double oppression, en tant que prolétaire sauvagement exploité par Israël et par aussi les pays arabes, et en tant que palestiniens brutalement contenus dans une catégorie de citoyen de deuxième zone, ne sera atteinte par aucun "plan de paix", que ce soit celui des diplomates ou celui plus prosaïque du canon. C'est par l'union de leurs luttes par delà les frontières locales, par le rejet catégorique des soit-disants "amis de la cause palestinienne", à commencer par la bourgeoisie palestinienne elle-même, par leur action directe de lutte contre la répression sioniste ou émanant des Etats arabes, par leur opposition à la politique de désarmement et de soumission à l'impérialisme de l'OLP, que les prolétaires palestiniens et leurs frères de classe au Moyen-Orient, retrouveront leur propre voie de classe

(1) Ce travail de désarmement et de contrôle social, il y a longtemps que l'OLP s'y est attelée, et s'il en fallait encore des preuves, écoutons ce que disait à ce propos "Al-Hayat", quotidien arabe de Londres, du 23 mai dernier: "Un ministre jordanien a déclaré hier que l'OLP "a commencé à intervenir vigoureusement" dans les camps palestiniens pour y rétablir le calme et contrecarrer "les parties qui agissent contre la Jordanie" au travers des manifestations de protestation organisées contre Israël. Le ministre a dit également que le président Yasser Arafat a contacté Abdel Razzaq Yahia le représentant de l'OLP à Amman et "lui a donné des instructions au sujet des camps, et notamment celui de Baqaa, tandis que "d'autres responsables de l'OLP se sont rendus au camp de Wahadat pour essayer d'y calmer la tension."

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e et 4e listes 1990
A.B.: 600,00 / Paris: 1500,00 /
Ren.: 3000,00 / Yvon: 50,00 / Roger: 90
Paris, lecteurs: 256,00 / Lyon: 53,00
Total listes: 5409,00. Total 1990: 11240F.

ALGERIE : LE FIS AU SECOURS DE L'ORDRE BOURGEOIS

(Suite de la page 1)

vin à l'occasion des grands contrats, aux différents échelons de la hiérarchie de l'Etat et du FLN. L'argent de cette corruption n'a fait que renforcer les différenciations sociales, créant une bourgeoisie à la richesse insolente face à la misère grandissante des masses prolétariées algériennes. Jamais les vitrines des uns n'ont été aussi fourniees et luxueuses, jamais celles des autres n'ont été aussi vides et mal achalandées. Pour reprendre l'expression d'un jeune algérien: "Avant on mangeait de la merde, maintenant, on ne sait pas s'il y en aura assez pour tous".

Après le massacre de 88, le gouvernement aura beau libéraliser les conditions d'investissement, l'Algérie est devenue pour le capitalisme international un pays à risques; et les financiers et industriels renaissent à s'aventurer dans ce pays aux rues trop chaudes et à la classe ouvrière trop bouillante. Le fait que l'Algérie paye régulièrement sa dette, au rythme de 5 à 6 milliards de dollars par an, ne tempère pas leurs inquiétudes quant à la stabilité de l'économie sociale, garante d'une exploitation capitaliste efficace. Les banquiers ne se bousculent pas au portillon pour prêter de l'argent à l'Algérie, en particulier pour ses achats à l'étranger. L'Algérie doit donc passer par des chemins détournés pour se procurer les fonds nécessaires. A titre d'exemple, se sont maintenant les fournisseurs qui, avec les crédits qu'ils obtiennent eux-mêmes (en y apportant leur garantie), financent les achats de l'Etat. Mais cette méthode se basant sur des prêts à plus long terme (18 ou 24 mois) ne fait que surenchérir de 15% au moins le prix des produits de consommation non durables (alimentation), et de surcroît oblige l'Etat à concentrer ses commandes auprès des plus puissants fournisseurs, seuls capables de lui servir d'intermédiaire bancaire.

Les banques internationales provisionnent d'ailleurs leurs créances sur l'Algérie à hauteur de 40% (autrement dit elles considèrent que l'Algérie peut faire défaut sur 40% de ses dettes). La débacle économique a ainsi fait perdre 20% sur le pouvoir d'achat en l'espace de 3 ans.

Dans un tel contexte économique et social, il ne pouvait y avoir que deux solutions pour endiguer la vague sociale. Soit l'intervention de l'armée et l'instauration d'un régime de junte militaire, soit - après avoir écrasé dans le sang la première vague - la mise en place d'un système démocratique, avec ses multiples moyens de dévier la lutte directe des prolétaires dans le dédale des débats parlementaires.

Faire intervenir l'armée de manière permanente avec instauration de l'état d'urgence, comportait trop le risque de dégénérer en guerre civile. L'armée elle-même n'est pas entièrement fiable dans une telle opération. La hiérarchie intermédiaire est largement traversée par les courants islamiques, le contingent est formé de jeunes appelés, prolétaires au chômage, solidaires de ceux qui luttent dans la rue et dans les usines. L'armée est une arme qui aurait pu exploser dans les mains-mêmes du FLN.

C'est donc la voie référendaire qui est choisie et le 23 février 1989 est accepté par le peuple une nouvelle Constitution abandonnant le monopole du pouvoir du FLN.

Pour le capitalisme algérien, c'est la voie la plus favorable. Pour tirer l'économie en avant, remettre en route la pompe à profit, payer les dettes, le capital a besoin de pressurer davantage la classe ouvrière. Il a besoin d'une vaste restructuration, mais aussi de conditions sociales et politiques qui la rendent possible. Les diverses manifestations avant les élections avaient déjà montré que le FLN avait toutes les peines du monde à mobiliser des troupes pour faire bonne figure face à la manifestation du FIS, qui avait eu lieu quelques jours avant. C'est par cars entiers qu'il a dû racoler ses "partisans" dans les villages les plus reculés. Et, notait un journaliste, la moyenne d'âge élevée des manifestants du FLN par rapport à l'âge moyen de la population indiquait clairement qu'il s'agissait d'un parti du passé et non de l'avenir; d'un parti incapable d'avoir la moindre assise dans la jeunesse qui représente la large majorité de la population algérienne.

Malgré tout, le FLN, qui se trouvait en situation de duel avec le FIS puisque les autres forces politiques soit boycottaient le scrutin (le FFS), soit représentaient des forces réelles moindres, espérait sortir vainqueur des élections. La crainte de l'intégrisme aurait dû, dans son esprit, jouer en sa faveur.

Le FIS (Front Islamique du Salut) est à la base une organisation petite-bourgeoise, largement soutenue financièrement par les commerçants et les artisans, ainsi que par une certaine catégorie d'intellectuels. Mais ce qui est important est son implantation dans les quartiers populaires des grandes villes (alors que le FLN est plutôt implanté dans l'arrière-pays paysan), et l'attraction qu'il exerce auprès des jeunes chômeurs, qui voient dans son discours radical, la possibilité de défendre leurs intérêts contre les privilèges de l'appareil d'Etat et du FLN, dont la fortune, acquise par les dessous de table et la fraude, s'étale avec arrogance dans les beaux quartiers d'Alger (1).

Abassi Madani, le président du FIS, définit son organisation ainsi: "Le FIS n'est pas un front des minorités ou des élites. C'est un front unitaire pour toutes les classes du pays. Son objectif principal est de répondre à leurs besoins et de résoudre la crise économique, sociale et culturelle".

L'islam a un point commun avec la démocratie, il veut se situer au-dessus des intérêts de classe, être le représentant universel de tous! C'est-à-dire qu'il veut objectivement se placer comme le représentant des intérêts nationaux du capital, donc des classes bourgeoises, tout en s'appuyant socialement pour les contrôler, sur les masses prolétaires.

La progression du FIS s'explique par le vaste réseau de mosquées que Chadli a lui-même participé à mettre en place pour mieux contrôler la propagation de l'islam, et par le fait qu'elle étaient le lieu le plus important où s'exprimait une opposition au gouvernement du FLN. Le FIS a aussi bénéficié du ralliement de dernière minute d'une quantité non négligeable de membres du FLN, dont l'intuition politique les a sans doute poussés à se placer dans le bon sens du vent.

Au cours de ces élections, le FIS, loin de servir de repoussoir en faveur du FLN, et des autres partis démocratiques, va focaliser l'opposition au FLN de tous ceux qui souffrent de l'Etat-démocratique ("opposés" sur le papier, car dans la réalité plus pragmatique, elle sont prêts à composer avec lui). Cette longueur d'avance n'est pas seulement électorale. Elle se mesure dans les faits eux-mêmes. Le FIS a fait la démonstration de sa capacité de mobiliser de larges couches de la population, et surtout il a fait ses preuves pour maîtriser la classe ouvrière, l'empêcher d'utiliser ses moyens propres de lutte et d'apparaître comme force indépendante. Il n'y a en effet que le FIS qui soit réellement descendu sur le terrain pour tenter de contrôler, de canaliser ou de saboter les mouvements de révoltes spontanés des jeunes ou les grèves ouvrières.

Lors des émeutes de 88, le FIS s'était déjà signalé, non pas comme instigateur des émeutes, mais comme la seule force ayant tenté concrètement d'encadrer le mouvement pour l'orienter vers une direction islamique bien sûr, mais surtout légale. Le peu de succès de ses interventions d'alors, n'enlève rien à sa démonstration de "mettre le paquet" pour juguler le mouvement de révolte.

Le FIS ne cache pas d'ailleurs que son objectif est ordre et travail. Dans son numéro du début juillet, "Jeune Afrique" explique que: "D'autre part, les partisans d'Abassi Madani mobilisent des secteurs entiers de la jeunesse autour de valeurs telles que la "remise au travail. L'exemple de la "grève des éboueurs à Alger le montre bien. Elle a été déclenchée pour protester contre le détournement de 250 "appartements, théoriquement destinés "aux employés de la voirie, par la ville. Or, dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 juin, c'est-à-dire après "les élections, des brigades de jeunes, "encadrés par des militants du FIS, "on nettoya la capitale".

Le FIS désire profiter de l'appel d'air des élections locales pour anticiper les élections parlementaires, en principe prévues dans deux ans. Vraisemblablement, Chadli ne pourra pas continuer à gouverner comme si rien ne s'était passé et sera peut-être contraint de négocier un nouveau calendrier électoral. En attendant, l'exemple du sabotage de la grève des éboueurs montre clairement que le FIS ne rate aucune occasion pour démontrer à la bourgeoisie que lui seul peut remettre au travail les ouvriers trop revendicatifs. Cette démarche s'associe à une autre, sur le plan économique. Abassi Madani, que les nombreux séjours à l'étranger ont formé aux nécessités du développement capitaliste, n'a cessé de répéter qu'il ne s'opposera pas à la bonne marche

de l'économie capitaliste, mais qu'il entendait au contraire lui impulser un souffle nouveau. Afin même d'étudier comment l'industrie touristique pouvait être exploitée, devises obligent, sans choquer les convictions islamiques, il ira même visiter les plages tunisiennes. Il en reviendra perplexe, certes, parce qu'associer charia, besoin de devises et nudité sur les plages n'est pas un exercice facile, même pour un partisan d'un islam "moderne".

Face au FIS, les alternatives démocratiques traditionnelles, comme le FFS (Front des Forces Socialistes. de Hocine Aït Ahmed), n'ont pas fait la preuve de leur capacité à maintenir la cohésion sociale. Le FFS en particulier, n'a rien produit d'autre que discours, promesses et papiers, sans jamais se montrer réellement capable d'action de mobilisation et de contrôle des prolétaires et jeunes chômeurs.

Cela explique pourquoi l'impérialisme français - le premier intéressé par ce qui se passe de l'autre côté du bassin méditerranéen - n'a réagi que par une attitude attentiste, celle de celui qui attend que la situation mûrisse encore un peu avant de dévoiler son jeu en public. Un statu-quo réaménagé à la mode démocratique et capable de maîtriser l'ordre social, serait certainement ce qui aurait le mieux convenu à l'impérialisme français. Mais le cours de l'histoire ne s'adapte pas sur les envies ou les préférences de tel ou tel gouvernement des métropoles! Dans le cas particulier, l'impérialisme français devra s'accommoder de la moins mauvaise solution pour lui, tout en faisant pression pour limiter les dégâts à ses intérêts si bien servis auparavant par l'équipe de Chadli.

Ce qui compte principalement, c'est d'abord que l'Algérie soit dotée d'un gouvernement capable d'assurer la paix sociale si indispensable aux bonnes affaires. Le capital n'a pas de religion et défend ses intérêts vaut bien, pour le capital français, un tapis de prière. L'impérialisme français devra s'accommoder aux tirades anti-françaises des militants du FIS et de Madani en particulier qui prône le remplacement de la langue française par l'anglais.

Pour l'impérialisme français, mettre tout son poids pour conserver le FLN signifie conserver l'avantage de liens privilégiés par rapport aux autres puissances impérialistes; mais cela signifie aussi continuer à faire monter la pression sociale jusqu'au point de non retour avant l'explosion finale. L'impérialisme préférera choisir un autre cheval, même si cela doit entraîner des changements notables dans ses us et coutumes avec l'Algérie.

Les réponses évasives de Mitterrand lorsque les journalistes lui demandent ce qu'il pense du résultat des élections algériennes, indique certes l'embarras de l'impérialisme français, mais aussi lance un avertissement au FLN: la France pratiquera la Realpolitik avec l'Algérie, sachant qu'au-delà de toutes les manoeuvres politiques qu'elle peut exercer pour influencer la situation au plus près de ses intérêts, c'est en définitive la question de l'ordre social qui primera.

Le tapage fait autour des déclarations du Front National, concernant les risques d'"envahissement" de la France par des milliers de réfugiés en Boat-peoples, font encore une fois écran de fumée pour masquer le vrai problème que se pose l'impérialisme, celui de l'ordre. Les socialistes peuvent d'autant mieux répondre au FN qu'ils savent qu'un gouvernement islamique leur donnerait toutes les garanties de coopération pour le contrôle de la main-d'oeuvre immigrée (Abassi Madani, dans ses élan démagogiques, n'a pas caché que s'il n'en tenait qu'à lui, il rapatrierait tous les émigrés d'Algérie).

Le FIS a pu exploiter le désespoir, l'absence de toute perspective de classe, la corruption révoltante de la bourgeoisie en place, pour mobiliser dans toutes les couches intermédiaires, petites-bourgeoises, mais aussi parmi les prolétaires désœuvrés. Malgré toutes leurs luttes, les prolétaires n'ont pu empêcher que le courant islamique ne gagne du terrain dans leurs rangs. Il n'y a d'ailleurs qu'en Kabylie, opposée fermement à l'arabisation prônée par le FIS, que les islamistes n'ont pas fait de score.

Lors de sa campagne électorale, le FIS aura beaucoup prêché pour la soumission à Dieu et le respect de la charia, mais ne s'est pas beaucoup avancé dans les questions touchant le chômage, le logement ou l'éducation! D'ailleurs aucun autre parti ne s'est aventuré sur ce terrain. Tous se sont cantonnés à la seule propagande idéologique sur

les principes de l'islam ou de la démocratie. Le FLN a fait campagne sur les thèmes proches de ceux du FIS: arabité, islam, unité nationale, défense de la révolution nationale.

Les ouvriers, quelque soit l'avenir du courant islamique, et en supposant qu'il s'étende jusqu'à atteindre les sommets de l'Etat, resteront toujours la classe exploitée du capital, liée à l'esclavage salarié et dont le sort quotidien dépend du cours anarchique des "affaires". Les difficultés du capitalisme algérien ne seront pas mieux surmontées parce que retentiront plus fortes encore les psalmodies à la gloire du Prophète, pas plus qu'elles ne le seront par le chant amplifié des sirènes démocratiques ou par l'évocation du glorieux combat pour l'indépendance nationale. Islam, démocratie ou socialisme national, le profit reste le profit, le marché reste le marché.

Dans le cas de figure où le FLN devrait laisser la place aux islamistes, les prolétaires ne pourront que vérifier que le baril de pétrole estampillé du sceau de l'islam plutôt que de celui de la révolution nationale, ne se vend pas un centime de plus pour cela, ne permet pas plus d'abaisser la dette, ni par conséquent de diminuer la pression s'exerçant sur eux. Le gagnant de l'avancée électorale du FIS n'est pas le prolétariat, mais le capital dans la mesure où le parti islamique se montrera capable d'assurer les entreprises contre les luttes ouvrières, de faire respecter l'ordre dans les villes et de créer des conditions favorables d'investissement.

Mais que ce soit l'alternative islamique qui l'emporte ou l'alternative démocratique, la classe ouvrière ne doit pas s'attendre à une amélioration de son sort, mais bien à une vaste offensive contre ses conditions de vie et contre ses conditions de lutte. Cette offensive ne sera pas faite de mots, mais d'actes de force! Car, islam ou démocratie, c'est par la force et la coercition que la bourgeoisie défend son monopole de classe dominante.

La seule voie, la seule alternative pour les prolétaires est celle de leur lutte indépendante pour leur défense et leur organisation sur un terrain de classe, sur le plan le plus immédiat pour faire face aux offensives bourgeoises contre leurs conditions de vie et de travail, et sur le plan politique par la construction du parti de classe, pour que sa lutte puisse être dirigée vers les objectifs généraux et internationalistes de classe.

(1) Ali Belhadj, le numéro deux du FIS et le plus radical, est considéré comme la "coqueluche des jeunes chômeurs de la capitale".

BOUSSOLES AFFOLEES

Dans "Le Prolétaire" No 406 l'introduction présentant l'article "Boussoles affolées" a malencontreusement disparu au montage, ce qui causait certaines perplexités à sa lecture... Cet article faisait partie de la série des "Fils du Temps" écrits par Amadeo Bordiga (dans ce No nous en publions un sur la question de la laïcité). Ce "Fils" répondait à l'énorme confusion régnant au début des années cinquante parmi ceux qui se voulaient révolutionnaires et marxistes. Hier, tout comme aujourd'hui, les forces militantes étaient déboussolées par la fausse prétention du socialisme à l'Est et la frauduleuse croisade pour la liberté et la démocratie à l'Ouest. Il fallait donc clarifier la question russe en revenant aux analyses classiques du marxisme, tout en reprenant de l'autre côté la critique traditionnelle du marxisme contre la démocratie.

En 1990 la situation a changé entre les blocs impérialistes rivaux bien qu'anciens alliés dans la guerre; mais le déboussollement n'est pas moins grand qu'en 1950 à la suite des événements en cours en Europe de l'Est. Comme hier, pour retrouver le nord communiste, il faut avoir élucidé la nature des régimes sociaux prétendus "socialistes", il faut avoir compris la révolution et la contre-révolution russes. Il faut aussi savoir résister aux suggestions de la démocratie bourgeoise qui se prétend l'idéal indépassable de l'évolution historique humaine. C'est dire que pour surmonter la confusion il faut revenir aux positions fermes et invariantes du marxisme non adultéré.

LE COMMUNISME EST LA DESTRUCTION REVOLUTIONNAIRE DU MERCANTILISME ET DE LA DEMOCRATIE

(Suite de la page 1)

phéties qui provoquent les catastrophes, et s'acharner à faire délirer ceux qu'on croit prophètes de malheur n'arrête pas les tremblements de terre. La révolution étant le produit de facteurs matériels inexorables, aucune formule magique - même pas l'imprécation démocratique - ne pourront la conjurer. Et toutes les falsifications hypocrites et savantes du communisme - au nombre desquelles justement la philistine affirmation que Marx n'a pas décrit la société qui succédera au capitalisme - n'arrêteront pas davantage la révolution qu'un sorcier n'empêche par ses rites, les tempêtes.

Dans ses affirmations doctrinales, Marx a été aussi précis qu'on peut l'être. Et c'est précisément un trait distinctif du communisme que d'être le premier mouvement révolutionnaire de l'histoire à même de prévoir son avenir: s'il n'avait pas une vision claire du but final, le Parti ne pourrait pas avancer dans les périodes de flux révolutionnaire, il ne pourrait pas veiller et prévoir dans les époques de reflux. Le Parti ne serait pas le parti, sans la vision du but final et du chemin qui y conduit. Même aujourd'hui, en cette époque de fantastique accumulation de capital qui fait suite à la deuxième guerre mondiale, au plus noir de la contre-révolution nous savons comme aux premiers jours de la doctrine ce qu'est le communisme.

Marx et Engels nous expliquent depuis 1845 qu'on ne peut avoir de doute sur sa nature: "il ne s'agit pas de savoir quel but, tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se représente momentanément. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat est, et ce qu'il sera obligé historiquement de faire, conformément à cet être. Son but et son action lui sont tracés, de manière tangible et irrévocable, dans sa propre situation comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle".

Notre but est tangible et irrévocable. Irrévocable parce qu'il dépend de forces matérielles objectives. Tangible parce que, pour qui sait la comprendre, la critiquer et la combattre, la société bourgeoise donne une image en négatif de la société communiste.

Le Manifeste de 1847 indique les phases essentielles du bouleversement révolutionnaire: constitution du prolétariat en Parti, puis en classe dominante, et intervention despotique dans les rapports de production. La volonté prolétarienne broie les mécanismes mercantiles. Le monstre capital, qui condamnait l'humanité aux folles douleurs d'une accumulation sans limites, est écrasé.

Pour être plus explicites, consultons ce livre qui est lui aussi notre Programme révolutionnaire, "Le Capital" - livre non de science, mais de combat. On pourrait encore dire, livre de science parce que de combat, et pour rappeler l'image de son auteur qui déclare que ce lourd pavé est le plus terrible missile qui ait jamais été jeté à la tête des bourgeois, mieux vaudrait finalement dire: livre de science du combat. Marx y décrit plusieurs fois, et de façon détaillée, le communisme.

Dans la première section, le chapitre qui traite des différentes formes de la valeur expose la "loi naturelle de l'évolution humaine". Et cette exposition (qui semble abstraite parce qu'elle n'est que l'histoire sociale débarrassée de tous ses oripeaux idéalistes, de ses fantômes de grands hommes et de ses cimetières d'anecdotes) n'a d'autre but que d'annoncer, à travers les avatars de la valeur qui ne sont que le reflet de l'évolution des forces productives, la fin de cette parenthèse historique qui aura séparé les premières communautés primitives de la "reconstruction consciente de la société humaine".

Marx alors annonce, avec l'apparence du calme scientifique, la mort du capitalisme, et décrit la société qui naîtra de ses ruines: "Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres, travaillant avec des moyens de production communs et dépensant d'après un plan concerté leurs nombreuses forces de travail individuelles comme une seule et même force de travail".

Par cette simple phrase, le communisme se trouve décrit. Encore faut-il savoir lire, et comprendre cette extrême simplicité, chose impossible à tous ceux que la société contraint à chasser les lunettes déformantes de la "science", là où il faudrait commencer par renier toute impartialité et prendre sa place dans le combat.

Mais Marx, le lutteur révolutionnaire, n'avait pas peur d'être simple, et il parsema son gros ouvrage de petits tableaux presque idylliques de la société communiste. Dans le livre II, on lit encore:

"Dans l'hypothèse d'une production socialisée, le capital argent disparaît. La société répartit la force de travail et les moyens de production dans les différentes branches d'industries. Le cas échéant, les producteurs pourraient recevoir des bons de travail permettant de prélever sur les réserves de consommation de la société des quantités correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent: ils ne circulent pas."

Et dans le Livre III, la même description est reprise:

"... L'homme socialisé et les producteurs associés règlent de façon rationnelle leurs échanges organiques avec la nature, et les soumettent à leur contrôle commun, au lieu de se laisser dominer par la puissance aveugle de ces échanges; et ils les accomplissent avec le moins d'efforts possible et dans les conditions les plus conformes à leur dignité et à leur nature humaine."

De ces passages classiques, nous, qui ne sommes pas des amis de la nouveauté, tirons une conclusion simple et peu originale, quoique scandaleuse pour le capital et ses laquais: le communisme est un mode de production régi consciemment par l'espèce humaine, dans lequel un organisme économique unique produit, d'après un plan unique, uniquement des valeurs d'usage. A l'intérieur de ce mode de production, qui ne connaît plus l'argent, le capital, la plus-value, le salaire et les intérêts individuels, Marx distingue deux phases: une première où la consommation sera réglementée, une seconde où elle ne le sera plus: le communisme inférieur et le communisme supérieur, ou, pour reprendre la terminologie de Lénine, dans "L'Etat et la Révolution", le socialisme et le communisme.

Le communisme est donc bien tangible, même si ce caractère, qui est du domaine doctrinal, est la meilleure réfutation des prétentions de tel ou tel empire attardé, sortant à peine du Moyen Age, ou de plus loin encore, sous la direction d'un chef génial, et produisant en quantités croissantes des marchandises, d'avoir réalisés en pratique, ne serait-ce que dans son degré inférieur, le socialisme: le socialisme est non mercantile. Et pour ceux, plus modestes et plus perfides, qui prétendent ces empires "en transition" vers le socialisme, indiquons que pour Marx, la condition de cette transition est la dictature du prolétariat, qui a pour rôle non d'accroître sans limites, mais de réduire constamment, et finalement de détruire la production de marchandises.

Bien que la réalité contemporaine soit la plus formidable négation du communisme de l'histoire, la plus profonde contre-révolution, le communisme est plus que jamais irrévocable. Et ce sont les penseurs de la bourgeoisie qui ont aidé à comprendre pourquoi il est inexorable. Etudiant la société de la propriété privée portée à son terme, à son épanouissement et pour ainsi dire à son exacerbation, ils ont abstrait peu à peu les catégories fondamentales qui donnent la clé de la compréhension du mouvement historique: prix, valeur, plus-value, échange, division du travail. Après Ricardo, Marx ajouta que la plus-value entraînait l'exploitation, et donc la révolution. Parce que révolutionnaire, il mit ces idées en ordre et en mouvement; il avait trouvé le secret du mécanisme social: il prouvait du même coup le caractère transitoire du capitalisme, et montrait à la société l'image de son passé et de son avenir.

L'évolution des sociétés date de l'apparition de l'homme social, c'est-à-dire du travail: le groupe animal devient humain en interposant entre lui et la nature son travail, et ses outils de travail. Le matérialisme historique développé par Marx et Engels étudie les évolutions et les révolutions sociales. Il définit les hommes luttant contre la nature avec leurs outils de travail comme les forces productives, et la façon dont ils sont organisés pour produire comme les rapports de production. La productivité sociale du travail mesure historiquement la domination de l'homme sur la nature. Et lorsqu'elle s'accroît, lorsqu'une forme sociale ne peut plus contenir les forces productives nouvelles apparues dans son sein, on assiste à une révolution sociale qui brise l'enveloppe de la vieille société pour frayer la voie à une société nouvelle.

A la racine de ces bouleversements historiques, il y a le fantastique phénomène de la division du travail, dont la connaissance est bien plus importante à l'intelligence du développement de l'humanité que ne l'est celle du corps de l'homme, dans laquelle des nigauds scientifiques cherchent parfois "l'ultima ratio" de l'histoire. A chaque type de société correspond une forme particulière de division du travail, et une société n'est bouleversée que lorsqu'a été bouleversée entièrement la division du travail qui en constituait la base.

Dans sa manifestation première, que l'on retrouve chez les animaux, la division du travail comme donnée naturelle, correspond à la division entre les sexes. Elle est ensuite la cause de la division entre classes de la société: elle crée la propriété, et l'échange. Les produits des travaux privés se mesurent d'abord accidentellement, puis de façon systématique, dans le troc, et enfin, par généralisation des échanges, et éléction d'une marchandise particulière, dans l'argent. L'argent subsiste comme un cancer au flanc des sociétés pré-capitalistes, dès la fin du communisme primitif et l'apparition des "intérêts privés". Puis, en Europe occidentale, sur la base d'un développement rapide des forces productives, il s'empare de la production elle-même, et emporte tout dans son tourbillon lorsqu'il

se transforme en capital, qu'il devient l'âme et le nerf de la société en rencontrant cet être extraordinairement bizarre, libre à tous égards et délivré de tout: le travailleur salarié. Alors peuvent se développer pleinement toutes les formes fantastiques de la vie sociale, mirages de l'or, illusions de la bourse et miracles du crédit. Alors que Proudhon appelait le Créateur au secours de son économie politique, et que Bakounine fit venir le diable pour soutenir sa théorie de l'Etat, Marx rattacha tous les phénomènes sociaux à des causes purement naturelles, et expliqua du même coup le double mouvement qui conduit la société du communisme primitif au capitalisme, et du capitalisme au communisme: le premier vit s'épanouir la division du travail qui s'assujettit les producteurs et qui a pour conséquence l'apparition des échanges, de la valeur et du capital. Le second détruit systématiquement le capital, la valeur, l'échange et la division du travail: les classes disparaissent du même coup.

Et ce formidable mouvement historique, qui embrasse des millions d'êtres humains, façonnés par la nature qu'ils façonnent, ne dépend d'aucune volonté humaine. Il s'impose aux individus, aux générations successives, aux classes en présence, qui ne peuvent intervenir qu'à certaines périodes bien déterminées: les crises. Marx l'appelle: "ein Naturprozess", un processus naturel. Aujourd'hui où le capital s'est emparé de toutes les sphères ou presque de la vie sociale dans les grands pays industrialisés, l'alternative naturelle, objective, et nécessaire, est: capitalisme ou communisme. L'un ne va pas sans l'autre. Qui n'a pas compris le communisme ne sait pas ce qu'est le capital. Mais qui sait ce qu'est le capital sait aussi ce qu'est le communisme. Entre un présent déplorable et un futur triomphant, nous tenons les deux extrêmes du fil du temps. De telle sorte que, contre les légions de perfectionneurs de doctrine, contre les sceptiques stipendiés, les militants communistes affirment avec une foi inébranlable que, quelles que soient les vicissitudes du prolétariat, quels que soient les délais et les formes de l'agonie de la vieille société, quelles que soient les phases du combat, les ennemis seront les mêmes: Prolétariat et capital. Et sur le chemin qui conduit du capitalisme au communisme irrévocable, il n'y a, il ne peut y avoir, rien d'imprévu ni d'imprévisible.

Le marxisme ne se borne pas à expliquer l'évolution des forces productives matérielles à travers leurs périodes de développements pacifiques et de révolutions: il établit aussi qu'à chaque type d'organisation sociale correspond une forme déterminée de conscience, et une théorie politique correspondante, lorsque les classes sont apparues. Pour prendre les exemples les plus connus et les plus accessibles, nous dirons qu'au mode de production féodal correspond la théorie de la royauté de droit divin, au capitalisme la théorie démocratique. Et la théorie démocratique reste, pour employer l'expression de Marx, l'idéologie dominante de la société bourgeoise. Elle suppose que la société est constituée d'une réunion d'individus liés par un "contrat social". Les individus sont tous porteurs d'une parcelle de l'universelle raison, grâce à laquelle ils peuvent ensuite "manifeste" leur volonté. Descartes n'est-il pas célèbre, non seulement dans la petite France, mais sur toute la planète, pour sa fameuse et jadis révolutionnaire affirmation: "le bon sens est la chose du monde la mieux partagée"? Ces individus donc, guidés par la raison qui est la même sous tous les climats, et stimulés par les progrès de la science qui doivent permettre à l'homme de se rendre "comme maître et possesseur de la nature" s'unissent en une société où ils sont libres et égaux en droit. La démocratie, ou liberté des personnes, trouva son prolongement naturel dans la prospérité grâce à la liberté du commerce. Telle fut la théorie révolutionnaire des bourgeois révolutionnaires de l'époque des "lumières", luttant contre l'obscurantisme féodal: liberté des personnes, liberté du commerce, circulation universelle des marchandises, voilà le crédo bourgeois. Et s'il nous fallait l'enfermer dans deux formules, en procédant comme le républicain philosophe de Hollande "more geometrico", nous dirions:

Est démocrate celui qui considère que la volonté des individus est à la base de ce mécanisme qui crée la volonté générale, elle-même créatrice des constitutions.

Est mercantiliste, non au sens de l'école du même nom, mais dans l'acception communiste du terme, celui qui considère la liberté du commerce comme le prolongement naturel et indispensable de la liberté des personnes.

Nous voyons donc que l'idéologie du prolétariat et celle du capital utilisent des outils théoriques tout différents: d'un côté, citoyen, raison, volonté, constitution, société. De l'autre, forces productives, division du travail, classes, état, partis. Et ces deux idéologies n'ont pas de commune mesure: l'une est illusoire, et l'autre révèle le mécanisme réel du mouvement historique. Marx savait parfaitement que l'idéologie

démocratique moderne est un pur produit du capital. Dans le chapitre du Livre I que nous avons déjà cité, "Le caractère fétiche de la marchandise et son secret", il surprend, pour ainsi dire, le capitalisme en train de sécréter l'idéologie démocratique:

"Une société où le produit du travail prend généralement la forme de marchandise et où par conséquent le rapport le plus général entre les producteurs consiste à comparer les uns aux autres leurs travaux pris à titre de travail humain égal, et, sous cette enveloppe de choses, à comparer les uns aux autres leurs travaux privés à titre de travail humain égal, une telle société trouve dans le christianisme, avec son culte de l'homme abstrait, et surtout dans ses types bourgeois, protestantisme, déisme, etc., le complément religieux le plus convenable".

Nous voyons ici le capitalisme hériter de passé l'idéologie religieuse et tailler ainsi dans les livres théologiques un habit convenable aux ambitions politiques des marchands. Mais Marx aurait aussi bien pu ajouter: "une telle société trouve dans la démocratie, avec son culte du citoyen, son complément religieux le plus convenable". Dans les "Fondements de la critique de l'Economie politique", bien avant la parution du Capital, il avait écrit:

"La forme économique - l'échange - implique absolument l'égalité des sujets, tandis que le contenu et la matière des individus et des objets incitant à l'échange impliquent la liberté".

Contrairement aux modes de production qui l'ont précédé, le capitalisme ne connaît pas de liens de dépendance personnelle à l'égard du souverain, du maître ou du seigneur: les individus y sont libres et égaux. Mais leur liberté et leur égalité apparente n'est que la conséquence de leur soumission réelle et rigoureuse au nouveau despote de la société, qui tire les ficelles du fond des coulisses: ce qui impose un mouvement nécessaire aux salariés exploités, c'est le capital, puissance invisible et souterraine. Il a pris possession de la société, il l'enserme dans ses chaînes d'or et il en rythme le mouvement, afin que naisse la plus-value de la circulation universelle des marchandises. Et c'est la ronde des marchandises, libres de s'échanger, fraternelles dans leur promiscuité et égales devant la valeur qui est la base réelle de la démocratie moderne, si différente de l'antique. Mais les marchands voient le monde à l'envers. Ils attribuent à l'homme en général ce qui n'est que la particularité des marchandises. Et ils considèrent les individus comme les sujets de l'histoire, alors qu'ils ne sont que les pâles ombres du monde réel: celui de l'accumulation du capital.

Que la démocratie soit la superstructure idéologique adéquate du mercantilisme généralisé ne fait pas de doute pour Marx. Et il le dit sans la moindre équivoque:

"Non seulement l'égalité et la liberté sont respectées dans l'échange fondé sur les valeurs, mais l'échange de valeurs est la base productive de toutes les libertés et de l'égalité. A titre d'idées pures, elles n'en sont que les expressions idéalisées."

(Suite en page 8)

VIENT DE PARAITRE :
LE NUMERO 91 DE LA REVUE
THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
"PROGRAMME COMMUNISTE"

Commande à Ed. Programme
et Il Comunista

Prix de l'exemplaire: 25FF/140FB/
10FS/5000Li/10DM/450Pts/USA et
Canada \$4/Amerique latine \$1

**programme
communiste**

SOMMAIRE

- A L'EST - DERRIERE L'IMPRESSIONNISTE
REVENDICATION DE LA DEMOCRATIE.
MURIT MALGRE TOUT LA REPRISE
DE LA LUTTE PROLETAIRENNE DE CLASSE 1
- COURS DE L'IMPERIALISME MONDIAL 10
- LA GUERRE IMPERIALISTE DANS LE CYCLE
BOURGOIS ET DANS L'ANALYSE MARXISTE (1) 30
- SUR LE FIL DU TEMPS
INTRODUCTION
CAPITALISME CLASSIQUE ET
SOCIALISME ROMANTIQUE
L'OURS ET SON GRAND ROMAN 46

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI
La révolution est la ligne qui va de Marx à Lénine, et la fonction
de l'International Communiste et du Parti Communiste d'Italie (L'Internationale
Prolétarienne) est de maintenir la ligne communiste contre les déviations de
l'opportunisme, contre la déviation de la "gauche" vers un socialisme
contre-révolutionnaire, et contre les déviations de la droite vers le
libéralisme, le réformisme, le socialisme bourgeois, le socialisme
et l'organicisme révolutionnaire, qui finissent par la même manière
contre la révolution prolétarienne et communiste.

LE COMMUNISME

(Suite de la page 7)

Alors que la démocratie voit dans la société le résultat de l'activité et de la volonté des "personnes humaines", des "individus", Marx renverse cet édifice illusoire, et démontre qu'elle n'est que le reflet, qui se croit libre, de la circulation des marchandises régies par des lois rigoureuses et impersonnelles.

Maintenant, s'il nous fallait résumer notre propos en quelques formules lapidaires, suivant la mode des magazines, nous ne serions pas effrayés par l'audace de l'entreprise. Nous ferions appel au bon Sully, et nous lui mettrions dans la bouche la formule suivante: "Telles sont les mamelles de la société bourgeoise: démocratie et mercantilisme, bavardage et marchandage".

Il importe donc au plus haut point que le parti du prolétariat, qui a pour but la destruction du mercantilisme, ne succombe pas aux séductions de l'idéologie démocratique. Les partis dépendant de Moscou ou de Pékin prônent la démocratie socialiste comme idéal constitutionnel. En Russie, l'Etat a cessé depuis bien longtemps d'être en théorie l'Etat de la dictature du prolétariat pour devenir l'Etat du peuple tout entier. En Chine, c'est par la démocratie nouvelle qu'on a opéré une si imperceptible transition à une "dictature du prolétariat" qui se confond avec la "ligne du Président Mao" que beaucoup de gens ne savent pas exactement à quel moment précis situer ce bond révolutionnaire.

Tous ceux qui se réfèrent par contre aux premiers congrès de l'Internationale Communiste, celle-là authentiquement marxiste dans ses principes, savent qu'à la démocratie en général, pure, progressive, socialiste ou autre, Lénine oppose la dictature du prolétariat. La démocratie est la dictature du capital. Ce que pensent les communistes de la démocratie comme forme de gouvernement ne fait pas pour eux le moindre problème, dans les aires où la révolution démocratique bourgeoise a été accomplie depuis longtemps. Sur ce sujet ils n'ont qu'à s'en tenir à l'opinion qu'Engels formula avec une belle énergie dans un article du 4 novembre 1843:

"La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (...). La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique; c'est pourquoi il faut réduire en pièces la démocratie, aussi bien que n'importe quelle forme de gouvernement.

Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction doit apparaître au grand jour: ou bien une authentique liberté, ainsi qu'une authentique égalité, et cela signifie le communisme(...)"

Dans l'Internationale communiste de 1919 les bolchéviques reprirent donc la critique classique de la démocratie, en expliquant que l'égalité politique n'avait aucun sens lorsqu'existaient des salariés, que la classe dominante disposait des journaux, des tribunaux, des écoles et des prisons pour former les esprits à la servilité et à la soumission, et que si on voulait attendre une pacifique évolution des mentalités, l'heure de la révolution ne sonnerait jamais.

Malheureusement la Troisième Internationale ne poussa pas la critique de la démocratie au point de reconnaître que c'est le principe démocratique lui-même qui ne signifie rien aux yeux des communistes. Elle employa les expressions de démocratie ouvrière et de démocratie de Parti, ou de centralisme démocratique. Jugeant le principe étranger au communisme, nous repoussons ces expressions. Ce qui permet l'intelligence du développement historique n'est pas la plus ou moins grande "liberté d'expression" dont disposent les prolétaires dans les syndicats et dans le parti. Outre qu'une telle conception est individualiste et subjectiviste, elle mène à la désastreuse opposition bourgeoise entre "bureaucratie" et "démocratie".

Lorsque les "bureaucrates", c'est-à-dire les agents de la bourgeoisie dominante dans le mouvement ouvrier, c'est la conséquence d'un rapport de force objectif entre les classes: le capitalisme triomphe matériellement, en dehors de tout fait de conscience: les marchandises se vendent, les prolétaires sont exploités, et les profits rentrent. Dans une telle situation, les communistes prennent acte du rapport de forces momentané, tout en continuant à avancer leur ligne revendicative et leur ligne politique, de la plus petite revendication au but final. Ils savent que la "démocratie ouvrière" dans le seul sens où elle est désirable, c'est-à-dire comme "activité révolutionnaire des masses" résultera non des heureux effets d'un habile slogan, mais d'une modification du rapport des forces, d'un approfondissement de la crise du capitalisme, et qu'appeler la venue de la crise ne la suscite pas nécessairement: c'est une question de phase historique.

Par contre, revendiquer la "démocratie ouvrière" peut conduire les prolétaires à penser qu'ils forment une "république" à part, à l'écart des bourgeois, et qu'il n'existe entre eux que des "divergences" d'opinion qui seront résolues par la discussion.

Cette opinion serait bien entendu mortelle. Elle ferait passer pour secondaires les

oppositions entre la ligne politique communiste et les autres, et noierait dans un oecuménisme écoeurant les positions révolutionnaires. Elle préparerait l'embrassade entre le bourreau et la victime, c'est-à-dire l'étranglement des révolutionnaires par les réformistes.

Dans les assemblées prolétariennes, même quand l'atmosphère est à l'unité, ou plutôt surtout lorsqu'elle est à l'unité, les communistes doivent adopter une position de combat contre les réformistes, en les dénonçant impitoyablement. Ils doivent montrer, là où les ouvriers voient encore la démocratie, le rapport de forces. Ils doivent préparer et revendiquer, au nom des revendications prolétariennes et communistes, l'extermination des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier.

Ceux qui réclament la "démocratie ouvrière" aux vieux traîtres forts de cinquante ans de contre-révolution, ceux qui laissent entendre qu'ils sont de révolutionnaires et qu'ils ne demandent qu'à collaborer honnêtement dans le cadre de la "démocratie ouvrière" avec les réformistes aujourd'hui tout-puissants, ceux-là sèment des illusions dans le mouvement ouvrier: mieux vaudrait pour eux qu'on leur attache une pierre autour du cou, et qu'on les jette au fond de la mer.

Ceux qui théorisaient le "respect de la démocratie" parmi les ouvriers, comme les bourgeois le théorisent au niveau de la société, ceux-là s'inclineraient devant toutes les majorités ouvrières, au nom du respect de "l'expression des individus". Ceux-là seraient de ridicules singes de la bourgeoisie: ils seraient chauvins quand les ouvriers sont chauvins, réactionnaires quand ils sont réactionnaires, etc... En réalité, jamais les communistes ne s'inclinent devant la démocratie. Ils ne connaissent que des rapports de forces et guident leur action sur leurs principes.

C'est pour cette même raison que notre parti a substitué au terme "centralisme démocratique" celui de "centralisme organique" qui a l'avantage de ne faire aucune référence à un principe bourgeois. Le parti est fondé sur sa théorie, et sur ses principes. De ces principes découle une rosace d'éventualités tactiques qui ne peuvent être remises en discussion. Il n'y a donc pas de place dans le parti pour le "libre choix", le "libre débat" ou les "consultations". Lorsque le Parti est fort, il ne doit pas y avoir de doute dans ses rangs sur l'opportunité d'appliquer telle ou telle tactique plutôt que telle autre. L'appel à la "consultation interne" est un aveu de défaite pour le Parti: il entérine le fait que la question n'a pu être tranchée en doctrine, et prouve la présence de militants qui ne sont pas débarrassés de l'idée qu'il peut y avoir quelque chose de commun entre une

notion de nombre, et une notion de justesse politique. De plus, tout comme la démocratie ouvrière, la démocratie de parti tend à faire passer au premier plan la question de forme et reléguer le problème politique à l'arrière-plan, alors que les divergences au sein du Parti, pour peu qu'elles se prolongent, se transforment en lutte entre idées communistes et idées bourgeoises. Dans ce cas, la "démocratie de parti" peut susciter de déplorables réflexes, et retarder la nécessaire scission entre communistes et renégats. Elle est encore une arme de la bourgeoisie.

Le marxisme identifie la pensée démocratique comme forme de conscience de la société mercantile, et sa critique de la base économique de la société marchande à celle de ses institutions politiques est un tout unique et monolithique. Parce qu'il a compris que les "éternels principes", les "idéales pures" de liberté et d'égalité sont reliées à leur base dernière, la production capitaliste, le Parti Communiste mène une lutte de tous les instants, acharnée et soupçonneuse, contre l'hydre démocratique: car la démocratie est le parfum naturel de la civilisation capitaliste. Ce n'est pas par hasard si en dehors du Parti Communiste tous la respirent inconsciemment: les bourgeois impérialistes, qui sont égorgeurs de peuples et démocrates, les socialistes-impérialistes qui accusent les gouvernements des monopoles de fouler au pied l'authentique démocratie, les maoïstes et les trotskystes qui reprochent aux "bureaucrates" de ne pas respecter la "démocratie ouvrière" ou de violer le "centralisme démocratique". Tous vénèrent la démocratie. Tous sont les seuls démocrates. Et la démocratie, invisible et présente, toute-puissante et insoupçonnée, agite le troupeau de marionnettes.

Le parti marxiste, lui, ayant éliminé toute démocratie, infection idéaliste et indéterministe, strictement cramponné à son programme et se guidant sur la connaissance de la réalité que lui donne son combat, n'a besoin d'aucune consultation pour décider, à tout moment, de sa tactique: de la critique du mercantilisme à la critique de la démocratie, le marxisme est un tout cohérent et compact. Aux trompeurs mots d'ordre bourgeois de liberté des opinions, des individus et du commerce, il oppose sa sûre doctrine, liée au but final, solide comme l'acier, sans une paille de démocratie: dictature du prolétariat, dictature du parti, dictature des principes.

(1) Cet article a été publié pour la première fois en français dans "le prolétaire", no 132, du 31/7-3/9/1972.

CORRESPONDANCES

GREVE DES TRAMINOTS DE NANTES

Depuis quelque temps se développe un conflit des traminots de Nantes (bus et trams). On entre dans la troisième semaine. Il y a deux ans une grève avait duré 3 semaines et les travailleurs avaient montré un front solide; après la reprise ils n'étaient pas du tout démoralisés et parlaient de "la prochaine fois"...

La prochaine fois est arrivée, avec une municipalité PS cette fois- qui tient ces propos mielleux et fait de la réunion pour accorder 2% en juillet... et 0,5% en septembre. Tous les chiffres fournis par la SEMITAN (la compagnie municipale), qui prétend, grâce à différentes primes, atteindre quasiment la revendication des 600 F mensuels, sont faux. La Direction parle d'un "conflit irrationnel" et lance des "appels à la raison". Et pour mieux faire entendre raison, elle menace de l'instauration d'un service minimum, "pratique conforme au service public".

Le conflit était prévisible. On n'a même pas cherché à lâcher du mou: la social-démocratie se comporte tout aussi BCBG que les représentants de la droite classique, représentant la vieille bourgeoisie nantaise.

Les informations laissent apparaître que les grévistes offrent un bloc sans failles et que les décisions sont toujours prises par la "base".

La municipalité s'est refusée cette fois à faire rouler des non-grévistes "pour que l'ordre ne soit pas troublé" (il y avait eu en 1988 des pneus crevés et des petits sabotages pour immobiliser les bus). Elle s'y est refusée parce que le rapport des forces ne lui était pas favorable et que même ceux qui avaient voté pour la reprise mais qui restent dans le mouvement ne veulent pas passer pour des jaunes.

Les grévistes ont bien souligné que ce n'était pas eux mais la SEMITAN et Ayrault, le maire PS, qui prennent "en otage" les usagers. De toute façon la bourgeoisie par le salariat prend les

travailleurs en otages de façon permanente. Et sa section social-démocrate n'est pas la moins décidée. Il n'est que d'entendre les propos du corbeau de Matignon pour juger de son cynisme. 70 ans de retard de ramassage des poubelles, la social-démocratie, forcément, ça fermente.

REPRESSION RUFÀ

Nous avons déjà parlé dans nos colonnes de la grève de Rufa et de la répression contre ceux qui y ont participé. Nous publions ci-dessous des extraits du tract du Comité Anti-répression Rufa diffusé avant le procès de Joël Lamy. Nous reviendrons sur ce procès dès que nous aurons davantage d'informations.

PROCES DE LA SOLIDARITE ENTRE LES TRAVAILLEURS

Les médias et les politiciens français de tout bord rivalisent de discours sur les victoires de la "liberté" et de la "démocratie" dans les pays de l'Est. Mais en France, les travailleurs ont-ils la possibilité de s'organiser librement, de dénoncer leurs conditions de vie et de travail et de lutter pour un avenir meilleur?

Les suites répressives du conflit Rufa et bien d'autres nous font penser qu'en France comme à l'Est et ailleurs, il est dangereux de vouloir construire une société égalitaire.

Tout le monde se rappelle la longue grève des travailleurs de chez RUFÀ. Face à la détermination des grévistes, Rufa et le gouvernement avaient répondu par des provocations, des plaintes et des licenciements. Après 2 mois de grève et devant l'incapacité des syndicats CGT-CFDT à conduire la grève, des grévistes aidés par d'autres travailleurs de l'agglomération, s'étaient organisés de façon indépendante dans un collectif de non-syndiqués. Domage que cette initiative soit arrivée si tard car elle aurait peut-être permis une issue positive à la grève et éviter le pourrissement recherché par Rufa, le gouvernement et les syndicats (enjeux électoralistes pour la CGT-PCF;

volonté d'épuiser la détermination des grévistes dans des actions de diversion; absence de combativité syndicale et opposition de la CFDT et de la CGT aux actions de résistance des grévistes).

Par leurs propositions et leurs actions durant la grève, les travailleurs du collectif des non-syndiqués, soutenus par la CNT et quelques militants syndicalistes à titre individuel, ont remis en cause le cadre de lutte et de négociation définis par le patronat, le gouvernement et les syndicats réformistes.

Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui 2 grévistes non-syndiqués (les seuls licenciés pour fait de grève) soient l'objet de plusieurs plaintes et que seul Joël, un travailleur du collectif des non-syndiqués, passe en procès le 15 mai à Caen.

Joël est accusé d'avoir donné un coup de poing à un flic lors de l'occupation du siège social RUFÀ, alors qu'il était absent lors de cette action. Une quinzaine de participants à cette occupation ont demandé à être inculpés à la place de Joël. La plainte contre Joël a été déposée par le procureur, c'est-à-dire le représentant du gouvernement (socialiste!). Ce que reproche réellement le pouvoir à Joël, c'est son action d'auto-organisation des travailleurs dans les entreprises où il a travaillé (AFPA, SMN, Benoist-Girard), c'est sa solidarité qu'il a apportée aux grévistes de chez Rufa et à d'autres luttes, c'est sa volonté de construire un avenir meilleur. C'est justement pour ces raisons que NOUS LE SOUTENONS:

Licenciés par le patronat, entraînés en justice par le pouvoir et largués par les syndicats réformistes, tel est le sort des travailleurs qui tentent de s'organiser de façon indépendante et qui s'opposent réellement à l'exploitation capitaliste.

ICI OU A L'EST CHERCHEZ LA DIFFERENCE

A l'Est on se réjouit de la fin du monopole du parti unique. Ici nous avons plusieurs partis, mais trouver la différence entre la droite et la gauche est plus difficile que de gagner au loto. Alors nous sommes de plus en plus nombreux à n'avoir plus comme seule solution que l'abstention aux élections.

A l'Est, ils avaient la Securitate et autres milices répressives. En France, c'est plus discret avec les fichiers informatiques mais c'est plus efficace s'il faut arrêter rapidement des militants

en cas de troubles sociaux.

A l'Est, il y avait des dissidents victimes de toutes sortes de persécutions. Ici nous avons des opposants communistes iraniens assignés à résidence et menacés d'expulsion; nous avons des militants français interdits de séjour dans certains départements et porteurs de cartes anthropométriques de séjour; nous avons des réfugiés politiques régulièrement expulsés ou extradés.

A l'Est les travailleurs n'avaient que des syndicats officiels et contrôlés par le pouvoir. En France nous avons des syndicats soumis à des partis politiques, de plus en plus minoritaires (10% d'adhérents) mais bénéficiant d'aides financières importantes (Etat, C.E.) et du monopole aux élections professionnelles. A Caen, il n'existe pas de salle pour les groupes indépendants de travailleurs. La Maison des syndicats (appartenant à la ville) devrait être la Maison de tous les travailleurs et pas seulement celle des syndicats CGT-CFDT/CGC/FEN/FO/CFTC.

Et si chacun voulait ouvrir les yeux, il verrait que les exemples ne manquent pas pour dire que la liberté n'existe pas plus ici qu'à l'Est pour les travailleurs et les personnes qui refusent le système. La démocratie en France n'est qu'un artifice pour permettre aux banquiers et aux industriels d'accroître leurs profits.

On comprend alors facilement les poursuites contre Joël et les 2 non-syndiqués licenciés pour fait de grève de chez Rufa. En effet, par leur action durant la grève RUFÀ, ils mettaient en cause le système actuel et développaient l'idée qu'une société meilleure puisse un jour remplacer le système actuel.

Arrêt des poursuites contre Joël et les 2 licenciés pour fait de grève chez Rufa.

Auto-organisation et solidarité des travailleurs en lutte.

Comite Anti-Répression Rufa, BP 2010, 14019 CAEN CEDEX

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

L'URSS NOUVELLE NEGRIERE

La vie repliée sur lui-même du capitalisme russe ne lui a pas permis de profiter pleinement des "bienfaits" du libre-échange, et l'a enfoncé plus profondément dans la crise. La faiblesse des échanges avec l'Ouest, basée essentiellement sur l'exportation des matières premières contre l'importation de biens d'équipement, ainsi que sur une politique de troc à l'intérieur du bloc de l'Est, n'a pas permis de remplir suffisamment ses coffres-forts de devises étrangères pour faire face à ses immenses besoins d'importation technologique et de développement du marché intérieur.

Les capitalistes d'URSS se sont creusés la cervelle pour trouver comment attirer les dollars, Marks et autres, immédiatement et sans effort de production. Vendre du gaz, du pétrole ou de l'or n'est plus suffisant! alors germe l'idée de vendre la seule "matière première" qui n'a pas besoin de dépense de capital pour être extraite: la force de travail.

Avec la pérestroïka, ce sont en effet des millions de travailleurs qui vont se retrouver sur le pavé et dont le coût d'entretien pèsera "inutilement" sur l'Etat. Le chômage est l'arme première du capital pour exercer une pression sur les salaires. Mais tout est question d'équilibre: un chômage "raisonnable" - comme disent les bourgeois les plus francs-est suffisant pour accentuer la concurrence entre les prolétaires, pour répandre la crainte du licenciement, pour augmenter la productivité de ceux qui ont un emploi.

Les spécialistes new-look de l'économie russe viennent de découvrir que le chômage réel est plus efficace que le chômage masqué par la "répartition socia-

liste du travail" pour faire pression sur les coûts de production. Le temps de grandes mobilisations nationales de la force de travail pour la construction de l'économie capitaliste soviétique est définitivement révolue; place à la "gestion moderne" des "ressources matérielles et humaines" - autrement dit du capital et du travail.

La force de travail: voilà donc cette matière première miracle qui pourrait faire rentrer des devises, développer ensuite le petit capital industriel et commercial, maillon faible du capitalisme russe.

Les déclarations du ministre soviétique du Travail, Vladimir Cherbakov, en juin dernier à Genève ne doivent étonner personne. Cherbakov a en effet expliqué que l'URSS envisageait sérieusement de libéraliser les conditions de déplacement hors d'URSS pour les travailleurs et elle propose à l'Ouest un potentiel de plusieurs millions de forces fraîches de travail (1). Ce serait 2 à 3 millions de travailleurs qui seraient autorisés à venir faire les beaux jours des patrons occidentaux. Le ministre du Travail a en outre déjà proposé une "conférence" à ses homologues de l'Ouest pour son offre de vente. L'URSS brade ses travailleurs, mais en vantant leurs qualités. Ils pourraient par exemple faire les travaux les plus pénibles ou les moins "gratifiants" que refusent les travailleurs du pays, et surtout - mais cela, le ministre soviétique n'a pas besoin de le dire tellement c'est évident - ils se vendraient pour un salaire de misère. Ce qu'il ne dit pas non plus encore en public, mais qui ne manquera pas de surgir dans les arguments de vente, c'est leur appartenance à la même race blanche, leur appartenance à la même "culture européenne" pour flatter le poil raciste des bourgeois occidentaux. L'ouverture des frontières à l'Est (y compris le mur de Berlin) a fait naître jusque dans les classes ouvrières de ces pays, des réactions d'exclusion, de division et de racisme contre les immigrés vietnamiens,

et a attisé à l'Ouest le désir de remplacer l'immigration de couleur par une immigration blanche venant des pays européens. L'URSS donnerait en plus une garantie qu'aucun pays traditionnel d'émigration ne peut fournir: celle du contrôle de l'émigration par le pays "fournisseur" lui-même. Ce qui limiterait considérablement les risques d'une "immigration sauvage", non contrôlée. Les travailleurs soviétiques ne seraient autorisés à sortir du pays que munis d'un contrat de travail.

Pour être sûre que les devises reviennent au pays, l'Union Soviétique proposera sans aucun doute possible, un statut qui empêcherait le départ de toute la famille et toute installation définitive dans le pays d'accueil.

Cette perspective a de bonnes chances de se réaliser; les ouvriers d'URSS feront l'objet de mille marchandages politico-économiques entre négriers; quel que soit le nombre de ces nouveaux immigrés, il posera à la classe ouvrière le toujours difficile problème du **combat pour l'unité de classe sans discrimination**

Ce nouveau flux migratoire possible rend d'autant plus importante la lutte contre le contrôle de l'immigration, contre les discriminations de toutes sortes, sociales, politiques et économiques, pour la réalisation de l'unité dans la lutte de toutes les catégories ouvrières.

Mais par le brassage supplémentaire des nationalités qu'il entraînerait, ce flux donnerait la possibilité d'un rapprochement du prolétariat de l'Ouest avec ses frères de l'Est, tout en faisant la démonstration à ces derniers que la condition ouvrière est la même sous la démocratie. Il jetterait donc les bases matérielles de l'unification internationale de la classe ouvrière autrefois artificiellement séparée en deux "camps" opposés, et de l'unification internationale de sa lutte contre le capitalisme.

(1) Information donnée par "l'AGEFI", quotidien économique Suisse, du 15/6/90.

VEINE FRANCAISE POUR MINES DE L'EST

Le capitalisme de l'Est doit passer ses industries déficitaires à la moulinette et, avec elles, les prolétaires dont le capital veut se débarrasser. Jusqu'à présent le chômage avait pu être noyé au prix d'une faible productivité générale. Mais l'intégration du capitalisme "socialiste" dans le marché mondial ne permet plus de maintenir les illusions du "travail pour tous". L'heure est à la vérité et les managers de l'Est dans leurs nouveaux habits démocratiques se lancent à vive allure sur les traces de leurs congénères occidentaux plus expérimentés.

Restructurer l'industrie pose de difficiles questions de méthode aux Etats de l'Est. Une partie essentielle de la réponse a déjà été donnée par l'instauration du système démocratique qui permet d'encadrer les inévitables réactions prolétariennes dans le système des amortisseurs politiques et des dévouements électoraux sans déborder les structures de l'Etat.

Les politiciens réformistes, les dirigeants des centrales syndicales de l'Est européen étaient déjà venus depuis longtemps aider la bourgeoisie à réaménager ses bases de pouvoir et de domination.

En Pologne, tout particulièrement, après avoir désorganisé et désorienté le prolétariat, les démocrates sont passés à l'offensive. Les fermetures d'entreprises commencent à succéder les unes aux autres et après avoir tâté du terrain pour placer de la main d'oeuvre à l'Ouest, l'Etat entreprend les grandes restructurations des secteurs industriels importants, sachant que le petit ou moyen capital qui vit principalement de la sous-traitance suivra le sort des grands groupes.

Pour ce "sale boulot" (comme l'appelaient Fabius à l'époque), la Pologne fait appel à la France, avec son expérience acquises sous les gouvernements de gauche de "restructurer" l'industrie tout en contrôlant la classe ouvrière.

"l'AGEFI" du 15 juin écrit: " Dans quelques semaines, 6 spécialistes de la Datar prendront l'avion pour Varsovie. Leur mission, définie à la suite d'un récent voyage de Jacques Chérèque en Pologne, est quelque peu inhabituelle: experts des restructurations industrielles (ils ont participé à la gestion du dossier de la sidérurgie française), ils vont aider les Polonais à mettre sur les rails un lourd processus de reconversion qui devait à terme aboutir à la fermeture d'une partie des mines du pays.

Pour le moment, le bassin de Basse-Silésie est seul concerné. Quatre mines devraient être fermées sur le site de Walbrzech, entraînant la suppression de 18000 à 20 000 emplois. (...) Le directeur de la cokerie Huta Czestochowa, près de Katowice, a déjà renvoyé chez eux les paysans-travailleurs qui travaillaient à temps partiel dans l'usine". La Pologne n'est pas la seule à s'intéresser à cette expérience de l'Etat français, l'Etat Tchécoslovaque a également les mêmes problèmes et veut profiter du savoir-faire hexagonal. Tadeusz Demel, directeur général des Charbonnages polonais est bien conscient que: "A long terme, les mines non rentables devront être supprimées par étapes. La difficulté n'est pas technique, mais sociale" et c'est là où les spécialistes français sont intéressants:

"Charbonnages de France, qui a supprimé en l'espace de trente ans quelques 175 000 emplois, est à leurs yeux un modèle. Les Français ont su faire passer auprès des mineurs un programme de fermeture, accompagnées d'aides financières et techniques à la reconversion des hommes et des régions. Avantage de cette expérience française: **désamorcer la guerre sociale, même s'il a fallu en payer le prix** (souligné par nous-NdlR). D'où une demande de coopération qui n'en n'est qu'aux prémisses. Outre l'aide apportée par les spécialistes aux mineurs (sic) de Basse-Silésie, les Charbonnages polonais veulent mettre en place avec CDF des programmes de formation pour leurs cadres. Les Tchèques, quant à eux, se contentent aujourd'hui de demander des "renseignements". Mais Miroslav Dedek ira cet été en France pour étudier sur le terrain les recettes de la restructuration à la française".

Les ouvriers polonais et tchécoslovaques qui avaient peut-être rêvé du monde occidental, vont très vite en faire l'expérience; ils comprendront que sous un régime ou un autre, ils ne sont que des esclaves salariés à exploiter et que la lutte contre cet esclavage est nécessaire quelles que soient les formes de cet esclavage.

LE FOR DESINFORME

Le F.O.R. ("Ferment Ouvrier Révolutionnaire"), organisation franco-espagnole fondée et animée par G. Munis jusqu'à sa mort récente, vient de publier dans son organe théorique un article sur la question nationale ("Vieilles nations, nouvelles luttes, vieilles rengaines" in "L'Arme de la critique" N°6, mai 1990).

Il y défend les positions rituelles des courants dits "ultra-gauches" pour qui les luttes d'indépendance nationale ne sont que de pures mystifications de la bourgeoisie pour duper les prolétaires. Marx avait combattu dans Proudhon l'ancêtre de ce courant; Lénine eût ensuite à combattre parmi les révolutionnaires de Russie la tendance qu'il baptisa "l'économisme impérialiste" et l'Internationale Communiste dut batailler dur contre ceux qui camouflaient leur social-impérialisme derrière des phrases ouvrières (notamment en France, par exemple contre les "communistes" qui prônaient le maintien des colonies). Le F.O.R., qui se réclame de Marx et de Lénine, explique de façon embarrassée que l'erreur des bolchéviks sur ce point était en quelque sorte relative ou masquée par leur insistance sur le rôle dirigeant du prolétariat. Mais la dégénérescence de la révolution, puis la victoire de la contre-révolution avaient montré tout le caractère négatif des luttes d'indépendance nationale.

Le F.O.R. ne semble pas réaliser que l'abandon du rôle dirigeant du prolétariat en conséquence de cette dégénérescence et de la contre-révolution, est la cause réelle des "facteurs négatifs", des défaites de la classe ouvrière, dans les luttes nationales **comme dans toutes les autres.**

Au contraire le F.O.R. estime qu'après la première guerre mondiale et la victoire de la contre-révolution, les luttes d'indépendance nationale sont devenues **impossibles!**

"Or les bornes de ce développement capitaliste ont été mises en évidence par la possibilité et la réalité d'une première guerre mondiale, indiquant l'accomplissement de la domination du capital sur la planète. Cette domination complète signifie que même si l'on rencontre des survivances de modes d'exploitation antérieurs, elles sont reliées, intégrées, absorbées totalement par les circuits mondiaux de l'exploitation capitaliste. Dès lors, plus aucun développement social d'ensemble n'est possible sous l'égide du capital, le système capitaliste est caduc, décadent; (...) de fait, la libération nationale est devenue une impossibilité avec la décadence. (...) L'impossibilité de libération nationale dans un système qui ne peut laisser de place à de nouvelles entités nationales indépendantes depuis plus de 70 ans, même ces fantômes nationaux (les mouvements nationalistes en URSS-NdlR) à errer de bloc en bloc, à la recherche d'un point d'ancrage où ils se feront absorber" ("L'Arme...", p.18-20).

Le F.O.R., qui ne connaît le marxisme que par oui-dire, juge plus facile de nier la réalité que de l'expliquer: les luttes de libération nationale n'ont pas existé et depuis 70 ans il est impossible que de nouveaux

Etats se fassent leur place... Mais nier la réalité ne suffit pas; lorsque les arguments manquent, le F.O.R. déforme, invente, désinforme, comme on appelle aujourd'hui l'art de colonnier.

A propos de la "Gauche italienne regroupée derrière Bordiga", le F.O.R. écrit: "Sur la question nationale, elle systématisa l'erreur de Lénine, sans pouvoir assimiler tout ce qui avait pu changer pour le prolétariat avec la contre-révolution à partir de la Russie (...). Durant la guerre de 39-45, les différentes fractions de ce courant ne surent défendre le défaitisme révolutionnaire qu'à partir de 1942. Dans l'après-guerre, elles se regroupèrent en un parti qui se scinda bientôt en deux, entre autre à cause de divergences sur la question des luttes de libération nationale. Seul le PCI-Programme Communiste continua de véhiculer l'ancienne position de Bordiga (ou de Lénine ?-NdlR). Conséquemment, il défendit la libération nationale de l'Algérie et se rangea derrière le FLN, indentifié comme parti de la "bourgeoisie radicale" d'un pays arriéré. Cette organisation révolutionnaire, refusant de considérer l'absorption des luttes de libération nationale dans les luttes inter-impérialistes, se retrouva à la remorque d'une clique télé-aïdiée par Moscou et Le Caire."

Le F.O.R. veut "démontrer" les méfaits de la position Lénine-Bordiga; il insinue donc qu'elle est la cause d'un abandon par notre courant du défaitisme révolutionnaire jusqu'en 1942. Notons au passage que cette accusation ne manque pas de sel de la part d'un courant qui n'a rompu qu'en 1948 avec le trotskysme et la défense de l'URSS. Contre Trotsky et ses partisans, la Gauche n'a cessé de préconiser en toutes circonstances le défaitisme révolutionnaire, en refusant de défendre l'Etat russe passé à la contre-révolution. La date de 1942 citée par le FOR correspond aux premières manifestations organisées de notre courant en Italie (qui débouchèrent sur la création en 1943 du Parti communiste internationaliste), et, en France, aux premières tentatives de réorganisation après l'invasion allemande de la France et de la Belgique et la crise de la "Fraction" de gauche à l'étranger. Si les faiblesses politiques de la Fraction furent la cause de cette crise, ces faiblesses n'ont rien eu à voir avec une renonciation au défaitisme révolutionnaire qui n'a jamais eu lieu, à la différence de ce qui se passa dans le mouvement trotskyste en raison de son soutien à l'URSS. Toutes les organisations dans lesquelles notre courant s'est incarné, y compris la Fraction de gauche, ont toujours défendu le principe du défaitisme révolutionnaire.

Mais là où le F.O.R. passe des insinuations au mensonge pur et simple, c'est quand il nous accuse de nous être mis à la remorque du F.L.N. algérien, "clique télé-aïdiée par Moscou et Le Caire" (1). Si c'était vrai, il faudrait d'ailleurs accuser le F.O.R. d'inconscience puisque il nous décrit comme "organisation révolutionnaire"; mais cette accusation calomnieuse est intéressante par ce

qu'elle révèle du mode de raisonnement du F.O.R.: puisque le P.C.Int. parle de lutte de libération nationale et de révolution en Algérie - raisonne-t-il en substance -, il doit nécessairement soutenir l'organisation nationaliste qui est à la tête de cette lutte. Et à l'inverse, pour ne pas soutenir cette organisation, il faut nier l'existence de cette lutte!

La position marxiste, pour laquelle nous avons fait à l'époque de la propagande avec des moyens limités, était exprimée comme suit par l'Internationale Communiste (Conditions d'admission): "les Partis dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti (...) a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au coeur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux" (nous voyons que le F.O.R. n'aurait pu faire partie de l'Internationale); et l'I.C. n'en concluait évidemment pas que la conséquence était le soutien aux bourgeois nationalistes: "Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes; l'I.C. ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes et communistes en fait- soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de combattre le mouvement bourgeois et démocratique" ("Thèses sur la question nationale", 2ème Congrès de l'I.C.).

Nous n'avons jamais dit ni fait rien d'autre, contre à la fois l'opportunisme trotskyste à la remorque de tel ou tel mouvement nationaliste, et contre le social-impérialisme qui voyait dans les luttes anti-coloniales les agissements de "bandes" ou de "cliques" inféodées à l'impérialisme - à l'impérialisme concurrent, bien sûr! - anglo-saxon, allemand ou russe. Et nous ne sommes pas étonnés que l'indifférentisme "ultra-gauche" du F.O.R. reprenne les arguments du social-impérialisme: Lénine a démontré il y a bien longtemps que les racines de l'indifférentisme sont à chercher dans l'idée de supériorité chauvine inculquée dans le prolétariat par le capitalisme dans les pays riches.

Aujourd'hui l'ère des révolutions bourgeoises (y compris les luttes révolutionnaires d'indépendance nationale) est d'une façon générale close à l'échelle de la planète, sauf rares exceptions (exemple: le Népal). Il existe certes encore des oppressions nationales car le capitalisme ne peut dépasser le stade de l'organisation de l'humanité en nations et ne peut réaliser l'objectif démocratique de l'égalité entre les nations;

(Suite en page 10)

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

NORVEGE

Les travailleurs des plate-formes pétrolières, une des principales activités du pays, se sont mis en grève le samedi 30 juin (4000 grévistes). Dès le lundi, le gouvernement a déclaré la grève illégale, en raison de ses conséquences désastreuses sur l'économie. Les dirigeants syndicaux ont accepté d'appeler à la reprise du travail. Cependant plus d'un millier de travailleurs ont continué la grève: la production de pétrole serait tombée à 700 000 barils par jour, au lieu d'un million sept cent mille en temps normal. Le pétrole fournit 25% des revenus de l'Etat: on voit donc la puissance de l'arme détenue par les travailleurs et que les bonzes syndicaux ont si facilement abandonnée.

GRECE

Les grèves se multiplient contre la politique libérale mise en oeuvre par le nouveau gouvernement de droite. Au début de l'été une grève générale de 24 heures en commun avec les associations de petits commerçants et d'artisans et avec l'appui des partis de gauche retournés dans l'opposition. La politique de "modernisation" de l'économie grecque menée par le gouvernement Mitsotakis constitue sans aucun doute une attaque contre la classe ouvrière, mais celle-ci ne pourra se défendre qu'en se libérant des faux amis de "gauche" et en cessant d'être à la remorque des classes moyennes.

ZAMBIE

Fin juin le gouvernement du président Kenneth Kaunda a décidé de fortes augmentations de prix dans le cadre d'une réforme radicale de l'économie qui avait obtenue l'assentiment de ses créanciers. La hausse du prix du maïs, nourriture de base de la population, avait déjà été tentée en 1986; elle avait entraîné de violentes émeutes dans les villes minières du pays, ce qui avait entraîné son annulation et l'abandon par le gouvernement du programme de réformes économiques mis au point par le FMI. Cette fois-ci, la hausse, destinée à renflouer les caisses de l'Etat, s'inscrivait dans le cadre d'une libéralisation économique suivie depuis 2 ans et qui avaient déjà vu l'abandon du contrôle des prix pour la plupart des produits l'an dernier. L'inflation qui a suivi est estimée à 150%. Pour préparer cette dernière hausse, le gouvernement avait au préalable pris des mesures de "démocratisation" en annonçant en mai un référendum sur le multipartisme. Une semaine avant on avait annoncé aux fonctionnaires des hausses de salaire de 85%. Mais la hausse du prix du sac de maïs a été de 231%! Dès que la nouvelle a été connue, des manifestations spontanées, des arrêts de travail ont eu lieu, qui se sont transformés en pillages de magasins, attaques de fermes d'Etat. Pour mettre fin à l'agitation le "socialiste" Kaunda a décrété le couvre-feu et laissé la police remettre de l'ordre en faisant usage de ses armes. Le bilan officiel de la répression est de 26 morts et 124 blessés; des centaines de personnes sont emprisonnées. Les affrontements ont été les plus violents dans les quartiers populaires et les bidonvilles de Lusaka où malgré le couvre-feu la population manifestait contre le gouvernement. Rien d'étonnant donc si les habitants ont manifesté leur joie lorsqu'une poignée de soldats - que par la suite on fera passer pour ivres-annoncera à la radio la fin du régime...

AMERIQUE LATINE

Nous ne pouvons donner que de très brèves notes non exhaustives.

Au PEROU les élections se sont déroulées alors qu'avaient lieu de grandes grèves dans le secteur minier. Les travailleurs de la Southern Peru Copper Corporation ont mené une longue grève de 2 mois qui s'est finie le 4 mai, après que la direction ait promis d'augmenter les salaires. Les mineurs ont annoncé qu'ils reprendraient la grève si ces promesses n'étaient pas tenues d'ici la fin juin. A leur suite les mineurs de l'entreprise d'Etat Empresa Minera del Centro sont entrés en grève fin mai pour des revendications salariales. Le Président de la société minière accusé les grévistes d'avoir fait perdre au pays 600 millions de dollars; mais cet appel à défendre "l'économie nationale" n'a pas convaincu les mineurs qui savent que les profits des compagnies sont basés sur leur sueur et leur exploitation, et qui constatent que la hausse des prix à la consommation tourne entre 2000 et 3000%.

Au GUATEMALA le gouvernement a réussi à briser la grève des transports en commun qui durait depuis 10 jours et qui avait paralysé le pays. On estime que la mise en place de transports de rempla-

cement des plus sommaires a causé près de 100 morts par accidents et renversements des camions utilisés. Le gouvernement fait cependant mine d'être sensible aux aspirations des travailleurs en accusant le patronat de ne pas avoir augmenté les salaires, alors que les impôts sur les entreprises ont été baissés.

Au PARAGUAY, la plus longue grève de l'histoire du pays s'est terminée fin mai: 83 jours de grève par 4500 ouvriers du complexe hydro-électrique Yacireta (à la frontière avec l'Argentine); 30 ouvriers menaient aussi une grève de la faim. Les travailleurs ont obtenu partiellement satisfaction: augmentation de salaires de 100 guaranies, diminution d'une demi-heure de l'horaire de l'équipe de nuit, congés à l'occasion du mariage, primes pour la naissance d'un enfant.

En URUGUAY une grève générale de 24 heures a salué le plan gouvernemental de s'attaquer à l'indexation des salaires sur les prix et d'augmenter les prélèvements pour les assurances sociales.

En BOLIVIE la grève "générale" - surtout suivie dans les mines - s'est achevée au bout de 18 jours après des concessions du gouvernement aux organisateurs (COB et Syndicat paysan): pas de vente des propriétés des mines et exemption des paysans d'une taxe foncière. Cependant la nécessité pour les prolétaires de lutter contre l'exploitation demeure, que le propriétaire des mines soit une société privée ou d'Etat.

En ARGENTINE le plan Menem a provoqué une grave récession économique (chute de 18,3% de la production industrielle pour les 4 premiers mois de l'année), mais, ce qui était recherché, une amélioration de la balance commerciale et une diminution de l'inflation. La population laborieuse fait les frais de cet "ajustement". Le mécontentement a contraint les syndicats à appeler à de multiples grèves de protestation contre le gouvernement péroniste. L'usure de l'influence péroniste dans la classe ouvrière est la condition pour que celle-ci puisse se lancer dans des luttes d'envergure.

COREE DU SUD

La presse a fait état de certaines grèves de la fin du printemps en Corée, et notamment de la grève aux Chantiers navals de Hyundai Heavy Industries, qui fait partie du groupe Hyundai, le deuxième "chaebol" (trust) du pays. Cette grève a été marquée comme beaucoup d'autres par des affrontements violents avec la police anti-émeutes. Les grévistes de Hyundai demandaient la libération de militants ouvriers, dans d'autres cas les revendications salariales étaient les causes du mouvement. Les statistiques officielles indiquent une baisse du nombre des grèves: 3749 grèves en 1987, 1873 en 1988, 1616 en 1989, baisse qui continue pour les premiers mois de cette année. Cette baisse s'accompagne d'une augmentation de la durée moyenne des grèves: 5,4 jours en 1987, 13 jours en 88, 18 jours en 89.

Ces statistiques indiquent aussi que l'an dernier les grèves ont entraîné la perte de 7 millions de journées de travail (pour comparaison, en France qui a une population de 57 millions d'habitants contre 42 millions en Corée du Sud, et un plus fort taux de salarisation, les grèves ont causé en 1989 la perte de 3,2 millions de journées de travail). Le patronat et l'Etat coréen entendent se montrer beaucoup plus dur face aux grèves en estimant qu'ils ont beaucoup trop cédé depuis 1987; le chef des affaires internationales du patronat déclare: "pour calmer le mouvement nous suivons des politiques beaucoup plus répressives", ce qui signifie le recours à la police contre les grévistes, à l'emprisonnement des "meneurs", au refus systématique, lors des négociations, de payer les jours de grève. Le patronat rend les grèves responsables du ralentissement économique et de la baisse des exportations (Financial Times "South Korea Survey", 16/5/90). Cependant la plupart des grandes entreprises, à l'exception de Samsung, le plus grand Chaebol du pays, se sont convaincues de la nécessité d'établir de bonnes relations avec les organisations syndicales qui sont apparues pour en faire des partenaires dans le maintien de la paix sociale comme cela se passe dans la plupart des pays. Pour l'instant toutefois la bourgeoisie n'est pas encore arrivée à stabiliser un puissant appareil de collaboration de classes pour combler la place laissée par l'affaiblissement constant de l'ancien syndicat officiel.

MALAISIE

La Malaisie est un pays du Sud-Est asiatique qui essaye de suivre la voie des nations en industrialisation rapide de la région (Corée, Formose, etc.) en cherchant à attirer les investissements

étrangers grâce à des salaires plus bas que les autres. Un développement industriel indéniab est en cours qui devrait aboutir rapidement à la création d'un million d'emplois dans des industries chimiques, sidérurgiques et légères. Une industrie électronique s'est déjà créée à partir de la délocalisation de grands groupes internationaux: Siemens, Thompson, RCA, Mitsubishi, etc. Mais ce développement économique fait aussi apparaître le développement des luttes de classes. Dans le n.405 du journal nous avions parlé d'une grande grève dans le secteur des plantations. La bourgeoisie craint maintenant une contagion de l'exemple coréen sur la jeune classe ouvrière malaysienne. Aussi lorsque une grève a éclaté le 18 juin à l'usine Hitachi contre le licenciement d'ouvriers accusés d'avoir voulu créer un syndicat indépendant, le gouvernement a soutenu la réaction ferme de la direction: licenciement du millier d'employés. Finalement la direction se "contenta" de demander une lettre d'excuses aux travailleurs pour avoir fait grève pour les réembaucher, une dizaine de "meneurs" restant licenciés. Par peur d'aller trop loin, elle revint à la demande du gouvernement, sur sa tentative de profiter de l'occasion pour baisser les salaires. L'action a été une défaite pour les travailleurs mais la bourgeoisie se demande comment répondre au mécontentement croissant des prolétaires contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et le despotisme d'entreprise à la mode japonaise (par exemple seuls les syndicats-maison sont permis par la loi), alors qu'elle a l'intention d'imposer la flexibilité des salaires à l'exemple de ce qui est appliqué dans les plantations.

HONGRIE

Le gouvernement hongrois a donné satisfaction aux 3000 mineurs de Markusegy (nord-ouest de la Hongrie) qui s'étaient mis en grève le 2 juillet, au bout du deuxième jour de grève: il craignait que la grève s'étende aux 70 000 mineurs du pays. La grève a été déclenchée par les mesures gouvernementales de diminutions de subventions publiques qui vont inévitablement se traduire par des hausses sensibles de prix, alors que l'inflation tourne déjà autour des 30%. Les mineurs ont obtenu une hausse de 50% de leurs salaires échelonnée sur 8 mois (ils réclamaient une hausse immédiate), la retraite au bout de 25 ans de travail, ainsi que diverses autres revendications. Mais il semble que les travailleurs immigrés polonais feront les frais de l'accord puisque les diminutions de personnel prévues par les autorités les frapperont prioritairement.

R.D.A.

Le 4 juillet des dizaines de milliers d'ouvriers de RDA ont déclenché des grèves sauvages, qui ont parfois donné lieu à des marches de protestation. Les revendications tournaient autour de la sécurité de l'emploi, des hausses de salaire, la réduction à 40 heures de la semaine de travail. A Berlin 220 entreprises de la métallurgie ont participé au mouvement. Ces grèves interviennent alors que les négociations entre syndicats et employeurs sont dans l'impasse: selon l'agence est-allemande APN "le patronat" est-allemand (il existait donc un patronat au pays du "socialisme réel" - nous transmettons aux trotskystes) a refusé de signer un accord de maintien des emplois pendant deux ans ainsi que la réduction des horaires.

UNION SOVIETIQUE

Nous avons signalé dans "Le Proletaire" n.406 la rupture intervenue lors de la réunion du syndicat officiel d'Etat des mineurs et l'appel des délégués des comités de grève à un rassemblement indépendant des mineurs. Celui-ci a eu lieu à la mi-juin dans la ville minière de Donetsk (Ukraine): étaient présents 593 délégués, de Vorkouta, Inta, Magadan, du Kouzbass, de Tchéliabinsk, du Karaganda, du Donbass, etc. Les points principaux à l'ordre du jour étaient la situation sociale des mineurs, l'état de la réalisations de promesses gouvernementales qui ont mis fin aux grèves de l'an dernier, les conséquences de l'économie de marché, la question du travail dans les syndicats actuels ou la formation d'un syndicat indépendant.

Il semble que dans ce congrès où plus du tiers des délégués était membre du PCUS et où l'influence des "radicaux" (partisans enthousiastes de l'économie de marché, se reconnaissant dans la "plate-forme démocratique" du PC) était grande, les discussions ont été animées. A la suite de l'appel d'Eltsine, "radical" élu président de Russie, les menaces de recourir à la grève ont été suspendues;

cependant dans de nombreuses régions les préparatifs pour des grèves continuent.

La décision de principe de fonder un nouveau syndicat a été adoptée. "le Congrès estime que le syndicat est l'organisation des travailleurs la plus importante pour réaliser la défense de leurs intérêts économiques et sociaux. Le syndicat actuel est incapable de réaliser cette tâche. Le Congrès déclare qu'il est nécessaire de fonder effectivement un syndicat des mineurs, dont la création est d'une énorme importance pour les ouvriers de toute la branche" (extrait de la résolution du Congrès). Cependant la décision finale de former une nouvelle organisation syndicale a été renvoyée au prochain Congrès (qui se tiendra en août à Moscou); en attendant une consultation de tous les "collectifs de travailleurs" aura lieu sur les questions organisationnelles. Un point particulier sur lequel un consensus s'est dégagé est que tous les délégués doivent être des travailleurs de fond, jusqu'au poste de chef de secteur, afin d'éviter que le congrès soit truffé d'ingénieurs, directeurs ou autres bureaucrates, comme dans le syndicat officiel.

LE FOR DESINFORME

(Suite de la page 9)

il reviendra au prolétariat de faire disparaître toutes les oppressions nationales avec la révolution socialiste; la bourgeoisie lui laisse "en héritage" toute une série de tâches qu'elle s'est révélée incapable de remplir (par exemple la fin de l'oppression nationale des Palestiniens ou l'égalité entre hommes et femmes); autrement dit il existe toute une série d'oppressions et d'injustices particulières, en dehors de l'exploitation du travail salarié, qui provoquent inévitablement et continuellement des luttes de résistance, en plus de la lutte de classe pure entre prolétariat et bourgeoisie. L'indifférentisme se détourne de ces luttes "impures", de peur de succomber à la tentation opportuniste; le marxisme, lui, sait que la lutte des classes et la révolution sont impossibles sans toutes ces luttes impures. Le problème est d'utiliser ces luttes en faveur de la lutte prolétarienne en les orientant dans la perspective de la révolution communiste, donc en y combattant l'influence "bourgeoise et démocratique". Sinon, le prolétariat, qui est inévitablement impliqué parce qu'il ne peut pas "s'en détourner" à la façon des indifférentistes, restera sous l'influence bourgeoise et aura d'autant plus de difficultés à mener même sa lutte "pure".

A NOS LECTEURS

NOUS ATTIRONS L'ATTENTION SUR NOTRE CHANGEMENT D'ADRESSE. TOUTE CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE DOIT ETRE ENVOYEE, SANS AUTRE MENTION, A:
EDITIONS PROGRAMME
3 rue Basse Combalot, 69007 LYON (FRANCE)

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE
DU PARTI
LE PROLETAIRE
PROGRAMME COMMUNISTE
IL COMUNISTA

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus
VERSEMENTS: timbres-poste, mandat ou chèque à l'ordre de: Dessus.
ABONNEMENT AU "PROLETAIRE": 50FF/200FB/30FS / 15000 Li
ABONNEMENT DE SOUTIEN: 100FF / 400FB / 60FS / 30 000 Li. "PROGRAMME COMMUNISTE" (revue théorique), le numéro: 25FF/10FS/140FB/5000Li/E3/10DM/ Amérique latine: US \$1/USA & CDN: US \$4 /450 Pts. ABONNEMENT: LE PRIX DE 4 No. ABONNEMENT DE SOUTIEN: 200FF/100FB/80FS/40.000Li/80DM/€25/3500Pts/Amérique latine: US \$8/USA & CDN: US \$ 35. "IL COMUNISTA", le numéro: 2000Li/10FF/40FB/5FS. ABONNEMENT: 18000Li/60FF/240FB/35FS. ABONNEMENT DE SOUTIEN: 30.000Li/125FF/500FB/70FS

IMPRIME PAR NOS SOINS